

a

FIDA
FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE
Conseil d'administration – Quatre-vingt-deuxième session
Rome, 8-9 septembre 2004

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À LA

RÉPUBLIQUE DU BURUNDI

POUR LE

PROGRAMME TRANSITOIRE DE RECONSTRUCTION APRÈS-CONFLIT

TABLE DES MATIÈRES

TAUX DE CHANGE	iii
POIDS ET MESURES	iii
SIGLES ET ACRONYMES	iii
CARTE DE LA ZONE DU PROJET	iv
RÉSUMÉ DU PRÊT	v
NOTE DE PRÉSENTATION	vi
PREMIÈRE PARTIE – L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA STRATÉGIE DU FIDA	1
A. L'économie et le secteur agricole	1
B. Enseignements tirés de l'expérience antérieure du FIDA	2
C. Stratégie de collaboration du FIDA avec la République du Burundi	3
DEUXIÈME PARTIE – LE PROGRAMME	6
A. Zone du programme et groupe cible	6
B. Objectifs et portée	6
C. Composantes	7
D. Coûts et financement	8
E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes	11
F. Organisation et gestion	11
G. Justification économique	12
H. Risques	13
I. Impact sur l'environnement	13
J. Aspects novateurs	13
TROISIÈME PARTIE – INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ	14
QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION	14
 ANNEXE	
RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ	 15

APPENDICES

I. COUNTRY DATA (DONNÉES SUR LE PAYS)	1
II. PREVIOUS IFAD FINANCING IN BURUNDI (FINANCEMENTS ANTÉRIEURS DU FIDA AU BURUNDI)	2
III. LOGICAL FRAMEWORK (CADRE LOGIQUE)	3
IV. DETAILED PROGRAMME DESCRIPTION (DESCRIPTON DÉTAILLÉE DU PROGRAMME)	11
V. ORGANIGRAMME (ORGANIGRAMME)	15
VI. BENEFITS AND BENEFICIARIES (AVANTAGES ET BÉNÉFICIAIRES)	16

TAUX DE CHANGE

Unité monétaire	=	Franc burundais (BIF)
1,00 USD	=	1 070,5 BIF
1 000 BIF	=	0,93 USD

POIDS ET MESURES

Système métrique

SIGLES ET ACRONYMES

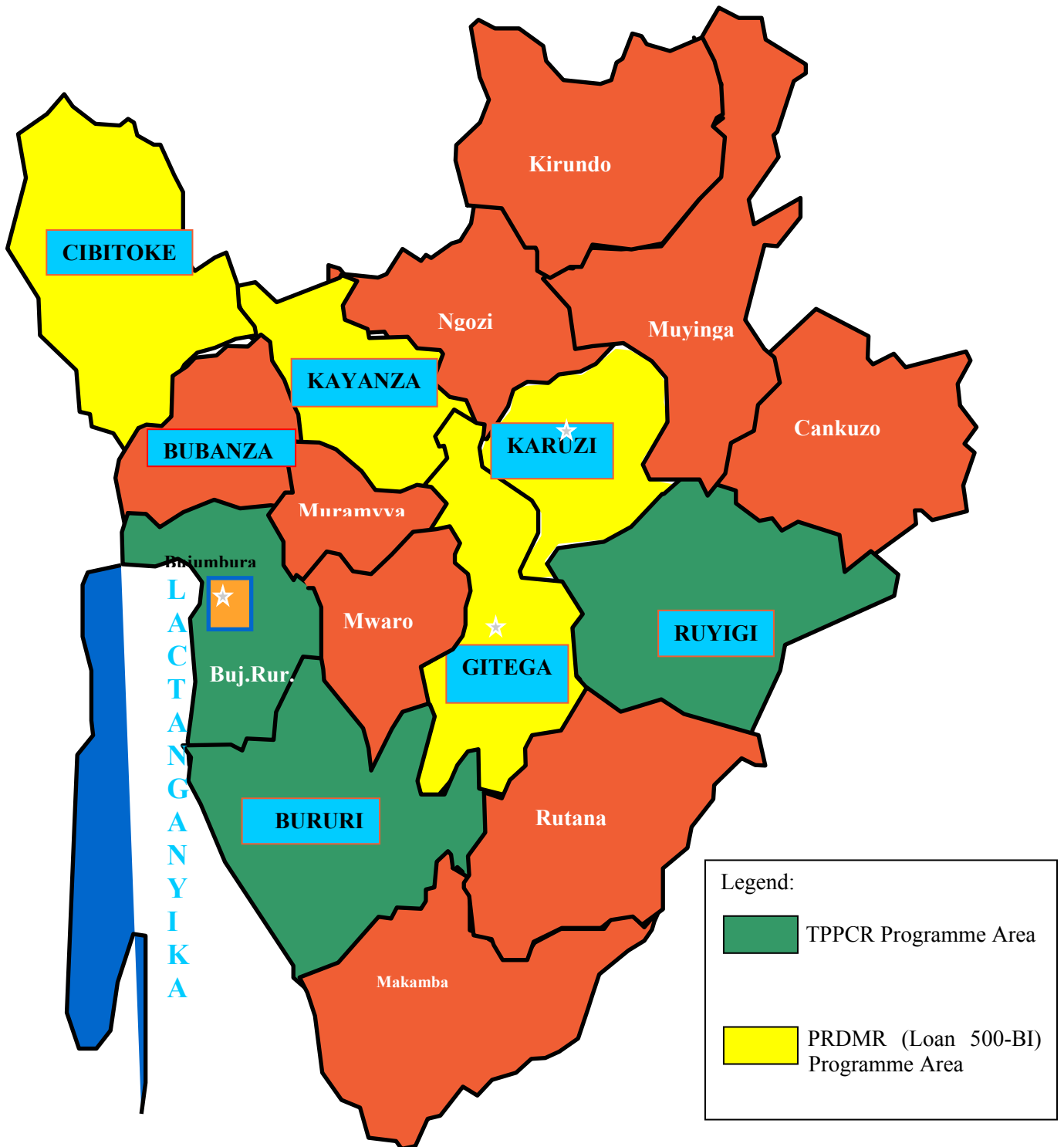
CDC	Comité de développement communautaire
OPEP	Organisation des pays producteurs de pétrole
UCP	Unité de coordination du programme

GOVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU BURUNDI

Année budgétaire

1^{er} janvier – 31 décembre

CARTE DE LA ZONE DU PROGRAMME



Source: FIDA – Mission de préévaluation

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

RÉPUBLIQUE DU BURUNDI
PROGRAMME TRANSITOIRE DE RECONSTRUCTION APRÈS-CONFLIT
RÉSUMÉ DU PRÊT

INSTITUTION INITIATRICE:	FIDA
EMPRUNTEUR:	Burundi
ORGANISME D'EXÉCUTION:	Ministère de la planification du développement et de la reconstruction (MINIPLAN)
COÛT TOTAL DU PROGRAMME:	32,7 millions de USD
MONTANT DU PRÊT DU FIDA:	11,3 millions de DTS (équivalant approximativement à 16,4 millions de USD)
CONDITIONS DU PRÊT DU FIDA:	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
COFINANCEUR:	Fonds de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Fonds de l'OPEP) pour le développement international (sous réserve du règlement des arriérés au titre du remboursement de la dette qui devrait intervenir avant fin 2004)
MONTANT DU COFINANCEMENT:	Fonds de l'OPEP: 14,6 millions de USD
CONDITIONS DU COFINANCEMENT:	Cofinancement parallèle
CONTRIBUTION DE L'EMPRUNTEUR:	1,6 million de USD
CONTRIBUTION DES BÉNÉFICIAIRES:	78 334 USD
INSTITUTION CHARGÉE DE LA PRÉÉVALUATION:	FIDA
INSTITUTION COOPÉRANTE:	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)

NOTE DE PRÉSENTATION

Qui sont les bénéficiaires? Le programme bénéficiera principalement à 74 000 ménages ruraux vulnérables, représentant 370 000 habitants des provinces de Bujumbura Rural, Bururi et Ruyigi. Ces ménages ont été considérés par le Gouvernement, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) en 2003 comme exposés de façon chronique à l'insécurité alimentaire, vivant bien au-dessous du seuil officiel de pauvreté de 120 USD en 2000 et exploitant pour la plupart des terres d'une superficie médiane de 0,5 ha à 0,1 hectare (ha) par personne. Par suite du conflit et du VIH/sida, 17% environ sont dirigés par une femme et 6% par des enfants.

Pourquoi sont-ils pauvres? La pauvreté rurale s'explique par la modicité des revenus monétaires tirés de l'agriculture, ou des activités non agricoles très limitées, l'accès limité aux services essentiels de santé et d'éducation et à l'eau potable, de fortes pressions démographiques^a sur des terres surexploitées et érodées d'une superficie moyenne de 0,8 ha^b par exploitation, la rareté ou de la piètre qualité du matériel agricole et de la technologie, et le peu d'incitations à la commercialisation. Ces problèmes ont été fortement exacerbés par le conflit civil récurrent. Les infrastructures rurales, toujours limitées, ont presque totalement disparu sous l'effet des destructions, d'une construction d'une qualité inférieure aux normes et du manque d'entretien. Les lacunes des infrastructures de base qui entravent la restauration et le développement des moyens d'existence agricoles résident dans l'adduction d'eau potable, les routes de desserte et la mise en valeur des marais.

Que fera le programme pour eux? On en escompte les bénéfices ci-après. *Développement communautaire*: possibilité de réconciliation et de transition et développement participatifs par la formation de 10 000 habitants en tant que membres de comités de développement communautaire (CDC). Le système des CDC servira de fondement à la planification d'un développement durable pour la réduction de la pauvreté, à la mobilisation des ressources et à l'exécution, étant représentatif de la population tout entière et comptable de ses actes envers elle. *Appui juridique*: restaurer le sens et la pratique de la justice à l'échelon local en apprenant à 45 800 citoyens au maximum à connaître les droits et devoirs que leur confère la loi et à régler les différends d'ordre civil, des fonds étant prévus pour déférer 750 cas aux instances supérieures si nécessaire. *Restauration des moyens d'existence des femmes rurales*: amélioration de la santé par des campagnes d'information et d'éducation sur le VIH/sida (CIE), relèvement des revenus des femmes par le financement d'activités génératrices de revenus hors exploitation, des organisations féminines plus nombreuses et plus fortes grâce au soutien à la formation et aux CIE, et alphabétisation fonctionnelle de 44 000 personnes. *Relèvement et développement de l'agriculture*: 50 000 ménages vulnérables auront reçu des lots d'intrants pour l'agriculture et l'élevage en vue de pratiquer une agriculture durable, reconstitution du cheptel par une chaîne de solidarité commençant par 400 bovins, 11 500 moutons et chèvres et 650 cochons; conservation des sols et de l'eau par la création de 1 150 pépinières capables de fournir à 54 000 ménages des graminées et plantes fixant le sol et à 270 000 ménages des espèces fruitières et agroforestières; des services de vulgarisation mieux formés et plus efficaces, et l'amélioration de l'environnement par la réhabilitation des réserves nationales et la conversion, par la formation, de 50 gardiens de la paix en gardiens de protection de la nature. *Rétablissement et développement des infrastructures rurales*: amélioration de la santé et création d'emplois par la réfection de 310 km de réseaux d'adduction d'eau potable et l'installation de 600 puits salubres; meilleur accès aux intrants et aux marchés par la réfection 325 km de routes rurales et ouverture de l'accès à des terres productives pour un maximum de 9 320 ménages par la mise en valeur de 2 330 ha au maximum de marécages; et l'apport immédiat d'un supplément de revenu à la population locale travaillant à la construction de ces ouvrages ruraux. La priorité sera donnée aux paysans sans terre dans le recrutement de cette

^a Une densité moyenne de la population de 273 au km² allant jusqu'à 400 au km² dans de nombreux endroits

^b La taille moyenne des exploitations descend à 0,5 ou 0,1 ha par personne, selon les estimations.

main-d'œuvre pour les travaux de génie civil, l'accès aux terres marécageuses mises en valeur et l'attribution de petits ruminants et d'un soutien aux activités génératrices de revenus.

Comment participeront-ils au programme? Le soutien à la création de CDC – 572 au niveau de la colline, 95 au niveau de la zone, 27 au niveau de la commune et trois au niveau de la province - établira des institutions démocratiques, représentatives, accessibles à l'ensemble de la population et comptables devant elle, d'une importance cruciale pour le redressement et le développement de l'agriculture et de l'économie rurale au Burundi. Tous les membres des CDC ne seront responsables que devant leurs mandataires de la colline. Le système des CDC sera la cheville ouvrière de la planification, de l'exécution, du suivi et de l'évaluation du programme. Il produira les plans de reconstruction et de développement de la zone à partir desquels le programme établira les plans de travail et budgets annuels. Les membres des CDC auront en outre pour fonction essentielle de choisir les bénéficiaires des diverses activités du programme et de fournir l'information en retour sur la performance des prestataires de services engagés par le programme.

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA
AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À
LA RÉPUBLIQUE DU BURUNDI
POUR LE
PROGRAMME TRANSITOIRE DE RECONSTRUCTION APRÈS-CONFLIT

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition de prêt à la République du Burundi d'un montant de 11,3 millions de DTS (équivalant approximativement à 16,4 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables en vue de contribuer au financement du programme transitoire de reconstruction après-conflit. Le prêt aura une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de dix ans, et sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an. Il sera administré par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) en tant qu'institution coopérante du FIDA.

**PREMIÈRE PARTIE – L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL
ET LA STRATÉGIE DU FIDA¹**

A. L'économie et le secteur agricole

1. La République du Burundi, située dans la région des Grands Lacs au centre de l'Afrique, est très densément peuplée, sa population étant estimée à 7,1 millions d'habitants en 2002 sur une superficie de 26 000 km², soit une densité moyenne de 273 habitants/km² dont environ 90% vivent en milieu rural. Près de 41% ont moins de 14 ans. Outre les morts, dont le nombre officiel est estimé à 300 000, le conflit civil qui a débuté en 1993 a provoqué un déplacement considérable de population. En 2003, le Gouvernement estimait à 1,2 million le nombre de personnes vivant en exil, en errance ou dans les camps. Le coût socioéconomique élevé de ces conflits a incité la communauté internationale à soutenir les négociations de paix et de réconciliation nationale, qui ont abouti à l'Accord de paix d'Arusha signé en août 2000. Celui-ci a conduit à l'adoption en octobre 2001 d'une constitution transitoire et à la prestation de serment en novembre 2001 d'un gouvernement de transition ayant pour mandat de gouverner le pays pendant trois ans.

2. Le Burundi est l'un des pays les plus pauvres du monde. Le produit intérieur brut (PIB) par habitant était estimé à 180 USD en 1992 mais avec le conflit civil qui a éclaté en 1993 il était retombé à 110 USD en 2000-2002. L'effondrement du marché international du café a pesé d'un poids supplémentaire sur l'économie, qui tire du café quelque 90% des recettes en devises du pays. Les exportations ont reculé, tombant de 64 millions de USD en 1998 à 61 millions de USD en 2000, alors que les importations augmentaient fortement, atteignant 108 millions de USD. Le Fonds monétaire international estime à plus de 650% le ratio de la valeur actuelle nette de la dette extérieure du Burundi, soit 1,2 milliard de USD, sur les recettes d'exportation. Toutefois, un fonds fiduciaire multilatéral pour la dette, comprenant la Banque mondiale, le FIDA et le Fonds de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Fonds de l'OPEP) pour le développement international, a été créé pour faciliter le service de la dette, régler les arriérés pendant la période conduisant à la décision sur l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés et contribuer ainsi à la stabilisation économique, et par conséquent politique. La pauvreté s'est fortement accrue, la proportion de la population vivant sous le seuil de pauvreté passant de 40% en 1994 à 70% vivant sous le seuil de 120 USD en 2000. L'espérance de vie est retombée de 51 ans en 1993 à 42 ans en

¹ Voir l'appendice I pour de plus amples informations.

2002. En 2000, 48% seulement de la population avait accès à l'eau potable et 2% seulement aux services de santé. Le nombre de ménages soutenus et dirigés par une femme a fortement augmenté et est estimé à 22% des ménages². La désorganisation de la production agricole a accru l'incidence et le degré de sous-alimentation et de malnutrition. Selon un rapport de la Banque mondiale datant de juin 1998, l'apport journalier de 2 094 kcals en 1970, déjà inférieur au minimum recommandé de 2 200 kcals, était tombé à 1 741 kcals en 1995.

3. L'économie nationale et familiale repose en grande partie sur l'agriculture. Ce secteur représente 55% du PIB, emploie 94% de la population et assure 95% de l'approvisionnement du pays en vivres et plus de 80% des recettes en devises. Ce sont les cultures de subsistance qui prédominent. Par rapport à la production moyenne des années 1988-1993, celle de la période ultérieure allant jusqu'en 2001 accuse un recul de 8% pour la production céréalière et de 24% pour les légumes. La production de racines et de tubercules a progressé de 13%, essentiellement parce que ces produits sont plus difficiles à détruire ou à voler et sont des cultures de "famine". Le café est la principale culture de rapport des petits exploitants et occupe de ce fait une place importante dans le budget familial pour l'éducation, la santé et les dépenses monétaires. Les prix mondiaux ont donc une incidence directe sur la situation monétaire d'un grand nombre de ruraux pauvres au Burundi. Les prix à l'exportation ont chuté de 60% entre 1993 et 2004 et la production de café en parches de 80%.

4. La pauvreté rurale tient à la faiblesse des revenus monétaires tirés de l'agriculture ou d'activités très limitées hors exploitation, à l'insuffisance des services essentiels de santé et d'éducation et de l'adduction d'eau potable, à la forte pression démographique³ exercée sur des terres érodées et surexploitées d'une superficie moyenne de 0,8 ha⁴ par exploitation, à la rareté ou la piètre qualité du matériel agricole et de la technologie et au peu d'incitations au commerce. Ces problèmes ont été fortement accentués par le conflit civil récurrent. Les infrastructures rurales, déjà limitées avant le conflit, se sont fortement dégradées avec les destructions, les constructions d'une qualité inférieure et le manque d'entretien. Les principales contraintes qui en découlent pour le rétablissement et le développement des moyens d'existence agricoles concernent l'approvisionnement en eau potable, les routes de desserte et la mise en valeur des marécages.

B. Enseignements tirés de l'expérience antérieure du FIDA

5. Le FIDA a financé cinq projets au Burundi, dont deux (le projet de développement rural de l'Est-Mpanda et le projet de développement rural intégré/Ngozi III) avaient été clôturés avant la crise de 1993 et un troisième, le projet de gestion des ressources rurales de la province de Ruyigi, cofinancé avec le Fonds de l'OPEP, a été clôturé en décembre 2003. Les projets en vigueur sont le projet de développement agropastoral au Bututsi, prêt 229-BU, cofinancé avec la Banque africaine de développement (BAfD), et le programme de relance et de développement du monde rural, approuvé en 1999, cofinancé avec le Fonds de l'OPEP, le Programme alimentaire mondial et ACORD (une organisation non gouvernementale [ONG] basée au Royaume-Uni). Les décaissements du prêt 229-BU ont été suspendus en attendant que le gouvernement de transition du Burundi ne trouve une solution au problème des arriérés avec le cofinanceur du projet et à un certain nombre de questions financières. Le FIDA et la BAfD suivent la question de près avec les services de l'administration et le projet pour s'assurer du respect des obligations en matière de vérification des comptes et de la concordance des avances au fonds de roulement.

6. L'expérience du FIDA au Burundi montre que les projets conçus et formulés en consultation suivie avec les communautés et avec des incitations en leur faveur offrent les meilleures chances d'améliorer la sécurité alimentaire et les revenus des ménages ruraux pauvres, spécialement dans des

² L'effectif moyen de la main-d'œuvre par exploitation, qui était de 2,4 personnes avant la crise, est tombé à 1,6.

³ Une densité moyenne de population de 273 au km² montant à 400 au km² dans de nombreuses zones.

⁴ La taille médiane des exploitations est estimée à 0,5 ou 0,1 ha par personne, chiffre très bas.

circonstances très difficiles sur les plans politique et socioéconomique. Les principaux enseignements sont: i) l'importance des communautés locales et d'institutions à assise communautaire, représentatives, accessibles à tous et équitables jouant un rôle décisif dans la planification, l'exécution, le suivi et l'évaluation des activités de développement; ii) l'importance de la responsabilité des fournisseurs de biens et services de développement à l'égard des utilisateurs ultimes; iii) la nécessité de rendre les initiatives de développement simples, pertinentes, intelligibles, pratiques et reproductibles; iv) l'importance de gérer les projets en insistant sur l'autonomie, la transparence, l'équité et la continuité; et v) la nécessité de remédier aux graves entraves institutionnelles par un soutien en matière de passation des marchés, de comptabilité et de comptes rendus, par la souplesse dans l'application des procédures et par le recours à un cofinancement parallèle plutôt que concomitant et à une supervision intensive.

C. Stratégie de collaboration du FIDA avec la République du Burundi

7. **La politique du Burundi en vue de l'éradication de la pauvreté.** Le gouvernement de transition du Burundi a établi en 2002 un document intérimaire de stratégie pour la réduction de la pauvreté (I-DSRP). Les projets du FIDA y ont contribué en facilitant les consultations avec les organisations locales et les communautés rurales vivant dans leurs zones d'intervention. Les objectifs fixés dans le DSRP intérimaire sont: i) atteindre un taux annuel moyen de croissance économique d'au moins 5% au cours de la période 2002-2004 et d'au moins 7% au cours de la période 2004-2010; ii) résoudre les grands problèmes engendrés par la crise d'ici 2002-2003, en particulier la réinstallation et la réintégration socioéconomique des victimes des crises, en liaison avec la relance et la reconstruction de l'économie; iii) retrouver d'ici 2005 le taux de pauvreté antérieur à la crise et réduire la proportion de Burundais vivant sous le seuil de pauvreté à 25% d'ici 2010 et à 15% d'ici 2015; iv) atteindre d'ici 2015 l'éducation primaire pour tous, en donnant la priorité à la réduction des disparités entre sexes et entre régions dans ce processus; v) ramener le taux d'analphabétisme de 50% en 2001 à 25% en 2010 et à 10% en 2015; vi) ouvrir à tous l'accès aux soins de santé primaires d'ici 2010; vii) réduire le taux de mortalité infantile à 0,11% d'ici 2005 et à 0,05% d'ici 2010; et viii) garantir un approvisionnement suffisant en eau potable à 80% de la population d'ici 2005 et à l'ensemble de la population d'ici 2010.

8. **Les activités d'éradication de la pauvreté d'autres grands donateurs.** Depuis qu'elle a repris sa coopération au début de 2000 après l'embargo de 1996-1999, l'Union européenne (UE) a réservé quelque 285 millions d'euros en faveur de l'assistance au Burundi. Au cours des années antérieures à 2003, les principales initiatives de l'UE ont été le programme de réhabilitation du Burundi (PREBU), un programme de réhabilitation de la santé et de l'assainissement dans cinq provinces et diverses formes de soutien macroéconomique. Avec 48 millions de EUR, le PREBU est de loin la plus grande initiative en termes financiers. Il portait sur la remise en état des infrastructures, la promotion des activités économiques locales, la démobilisation, la restauration de la paix et la réconciliation et l'appui au système judiciaire. Le Programme des Nations Unies pour le développement apporte son appui à la planification locale et aux renforcement des capacités de la communauté, à l'infrastructure sociale dans les provinces de Karuzi et Cankuzo et à la bonne gouvernance économique. Le financement de microprojets à l'échelon de la communauté est l'un de ses principaux produits. L'UNICEF soutient un programme national de santé et de nutrition en intégrant les activités de nutrition aux centres du Ministère de la santé publique et en offrant un équipement de nutrition aux centres de nutrition thérapeutique et complémentaire. À l'heure actuelle, l'Agence des États-Unis pour le développement international aide 16 000 ménages et 180 agriculteurs pilotes dans trois provinces, y compris celle de Ruyigi, au moyen de techniques de lutte contre l'érosion, d'activités forestières et agroforestières, de petits ruminants par un système de crédit rotatif et de distribution de semences lors de foires aux semences. En février 2004, la Banque mondiale avait approuvé 58 prêts et crédits en faveur du Burundi pour un montant total d'environ 964 millions de USD en faveur des secteurs suivants: santé, services sociaux, réforme économique, agriculture, transports, assainissement de l'eau et protection contre les inondations, et administration publique. La

Banque a négocié au début de juin 2004 un prêt qui serait d'environ 30 millions de USD pour un projet envisagé de réhabilitation et de soutien du secteur agricole du Burundi (PRASAB). Ce projet aura deux composantes: promotion des capacités et des investissements des organisations de producteurs (OP) et développement des services agricoles. La première a deux sous-composantes: i) investissements productifs induits par la demande et financés par des dons (sous-projets) proposés par les OP, et ii) renforcement des capacités d'organisation, techniques et de gestion des OP. La seconde a trois sous-composantes: i) financement induit par la demande, sur la base d'un don, des sous-projets de recherche agricole et de vulgarisation pour les technologies visant à améliorer la productivité des systèmes d'exploitation existants et mise au point de techniques agricoles visant à la conservation; ii) développement institutionnel du Ministère de l'agriculture en diminuant l'accent mis sur la production directe, la commercialisation et les services au profit de l'orientation politique, de la réglementation et de la coordination et iii) renforcement des prestataires de services en apportant aux organisations de la société civile et aux opérateurs privés des dons pour le renforcement des capacités. Selon le Gouvernement, le projet PRASAB a des composantes et une approche très semblables à celles du programme transitoire de reconstruction après-conflit (TPPCR) proposé. Bien que le projet PRASAB soit officiellement d'ampleur nationale, dans le proche avenir il n'interviendra pas dans les sept provinces⁵ qui seront englobées en fin de compte par le programme de relance et de développement du monde rural (PRDMR) en cours financé par le FIDA et par le programme TPPCR proposé. Une collaboration étroite est envisagée entre ces projets afin d'assurer leur harmonisation et leur renforcement mutuel.

9. **La stratégie du FIDA au Burundi.** Le FIDA a réalisé en juin 2003, conjointement avec la Banque mondiale, une évaluation qui a abouti à un projet de rapport d'évaluation du conflit en novembre 2003⁶. L'une des principales constatations de cette évaluation est que la très forte centralisation et concentration du pouvoir politique et économique de l'État sous les régimes coloniaux du Burundi avaient, d'une part, quasiment détruit les bases institutionnelles et normatives traditionnelles du Burundi en matière d'allocation des ressources et de cohésion sociale et, de l'autre, avait laissé en héritage, après l'indépendance, un modèle propice à l'iniquité et aux conflits. Cette évaluation conclut en recommandant au FIDA d'orienter son appui au Burundi vers: i) le recours aux médias pour réveiller la mémoire des valeurs traditionnelles et des droits de l'homme; ii) le renforcement du rôle des femmes dans le processus de pacification; iii) l'assistance aux victimes du VIH/sida et iv) la reconstruction économique. Deuxièmement, l'exposé des options et stratégies d'intervention (COSOP) réalisé en 2003 par le FIDA pour le Burundi relève que: "Tant qu'il n'y aura pas de véritable transition, les perspectives d'un développement à long terme restent incertaines. C'est pourquoi la stratégie de reconstruction d'après-conflit du FIDA pour le Burundi visera principalement à faire la jonction entre la phase de redressement (de trois à quatre ans environ) et le retour à la phase de développement. Cette stratégie sera articulée sur les trois dimensions de la sécurité humaine – s'affranchir du besoin, de la peur et du désespoir – en encourageant les communautés rurales à prendre en charge la restauration du capital social, le processus de production et l'emploi. On y parviendra en renforçant les moyens d'action de ces communautés, en restaurant et en améliorant les infrastructures économiques et de base et en faisant redémarrer l'économie rurale par le relèvement de l'agriculture, la création d'un plus grand nombre d'emplois extra-agricoles producteurs de revenus et l'amélioration du pouvoir d'achat des ruraux pour soutenir l'activité économique⁷".

10. **Raison d'être du programme.** Les situations d'après-conflit revêtent des aspects particuliers et délicats. Sur le plan des institutions, le conflit a pour effet de polariser la société en factions entretenues par la crainte ou le recours à la violence physique et psychologique. Les plus faibles en

⁵ Voir la carte.

⁶ FIDA. "Republic of Burundi, Conflict Assessment Report (CAR) – Impact of the Conflict on Human, Institutional and Natural Resources (ICHINR)". Projet, Novembre 2003.

⁷ FIDA. "Exposé des options et stratégies d'intervention pour le pays, République du Burundi", Résumé, paragraphe 5, p. vi, septembre 2003.

sont les plus meurtris. On leur enlève à la fois leurs moyens de subsistance et la possibilité de redresser la situation. Ils sombrent dans la dépendance et la passivité. Le gouvernement de transition a sensiblement progressé dans la voie de la paix et de la réconciliation après l'Accord de paix d'Arusha. Les combats au vu de tous ont presque entièrement disparu sur 90% du territoire, à l'exception notable de la province de Bujumbura Rural. La situation reste cependant tendue. Dans tout programme transitoire de reconstruction après conflit, la principale difficulté est d'apporter les biens et services nécessaires selon des modalités qui ne ravivent pas les habitudes guerrières mais favorisent au contraire leur abandon.

11. Premièrement, les ressources dont dispose le Burundi et par conséquent son économie obligent à centrer tout effort pour réduire la pauvreté de ses habitants sur le relèvement et le développement de l'agriculture. Le programme proposé prévoit donc à cet effet une importante composante d'appui à l'agriculture.

12. Deuxièmement, après un conflit à l'issue duquel les institutions sont désorganisées, discréditées ou nées elles-mêmes du conflit, il faut des structures nouvelles, orientées vers des tâches précises de reconstruction et de transition vers le développement. Ces institutions nouvelles doivent jouir de la confiance de la population rurale et être attentives à ses besoins. Il va de soi que le meilleur moyen de remplir ces conditions sur le terrain consiste à donner aux pauvres l'occasion de gérer leurs propres organisations à l'abri des élites politiques et de leurs intérêts particuliers. Ce type d'institutions est conforme aux dispositions de l'Accord de paix d'Arusha et aux orientations du gouvernement de transition. On a donc centré le programme proposé sur l'instauration d'un système de comités de développement communautaire (CDC).

13. Troisièmement, une société civile paisible et stable, dans laquelle la population est prête à s'investir politiquement, socialement et économiquement et jouit d'un accès équitable aux ressources essentielles n'est possible que si les citoyens sont conscients de leurs droits et devoirs et peuvent recourir à la justice en cas de différend. C'est pourquoi le programme propose une composante de soutien juridique.

14. Quatrièmement, comme le conclut le rapport d'évaluation du conflit, les femmes rurales ont joué un rôle crucial dans le maintien en vie des membres restants de la famille et de l'agriculture. Il n'est que juste et même nécessaire de le reconnaître et de les renforcer dans ce rôle en leur donnant les moyens de participer pleinement à la société civile pour œuvrer à la réconciliation, à la reconstruction et au développement. Pour y parvenir, il faut améliorer leurs compétences personnelles, consolider leur participation à tous les niveaux de la prise de décisions, établir l'équité devant la loi et leur donner un statut économique plus éminent qui traduise véritablement leur contribution à la production et à la productivité.

15. Cinquièmement, pour redresser l'économie et faire reculer la pauvreté dans le monde rural du Burundi après le conflit, il faut que la relance durable de la production repose sur le rétablissement des éléments essentiels des infrastructures sociales et économiques. Il s'agit des sources d'eau potable, sachant que 61% de la morbidité est imputable à l'eau contaminée, des latrines et de la réfection des routes de desserte pour que la population puisse se déplacer et les biens circuler, assurant ainsi le développement des marchés.

16. Sixièmement, la pression continue exercée avec force sur des sols souvent acides et érodés oblige à accorder la priorité à la conservation des terres et de l'eau et à ouvrir de nouvelles zones à la culture durable. Le programme prévoit donc un soutien important à la régénération et à la protection de l'environnement et a inscrit une sous-composante de la mise en valeur des marais au nombre des mesures de réhabilitation des infrastructures rurales.

DEUXIÈME PARTIE – LE PROGRAMME

A. Zone du programme et groupe cible

17. La zone du programme sera formée des provinces de Bujumbura Rural, Bururi et Ruyigi. Étant donné que 70% de la population vit sous le seuil de pauvreté et que cette incidence est plus élevée en milieu rural et plus élevée encore parmi les ménages de petits exploitants, tous les habitants de la zone du programme (243 000 ménages ou 1 214 000 personnes) pourraient être considérés comme faisant partie à juste titre du groupe cible obligatoire du FIDA. On a toutefois estimé récemment que 45 000 ménages vivent dans l'insécurité alimentaire⁸ et que 74 000 sont vulnérables⁹. Ces ménages formeront le groupe cible primaire et les femmes y sont fortement représentées.

B. Objectifs et portée

18. Les composantes du programme proposé sont entièrement articulées autour de l'objectif consistant à restaurer les moyens d'existence en milieu rural, à reconstituer le capital social, y compris le rétablissement de la dignité rurale, et à rétablir la sécurité alimentaire des populations pauvres et vulnérables. Les objectifs des différentes composantes sont les suivants:

a) Gouvernance locale

- i) donner aux communautés locales le moyen de reconstruire la cohésion sociale et de retrouver des moyens d'existence durables et réducteurs de la pauvreté en mettant en place un réseau de CDC incluant tout le monde, représentatifs, équitables et responsables devant la population pour assurer sur place la planification, l'exécution et le suivi des travaux de reconstruction et de développement après le conflit;
- ii) apprendre aux communautés rurales à connaître leurs droits et devoirs de citoyens, soutenir la restauration en montrant comment utiliser les formes traditionnelles de solution autonome des différends locaux de manière compatible avec l'évolution du cadre juridique du pays et avec la nécessité de rehausser le statut de la femme dans la société, et ouvrir aux pauvres et aux groupes vulnérables l'accès à la défense en justice qui est encore hors de leur portée;
- iii) renforcer le statut socioéconomique des femmes rurales pauvres par des mesures tendant à accroître leur participation à la prise de décisions dans la société civile, à lutter contre le VIH/sida et à acquérir une plus grande indépendance sur le plan économique.

b) Relèvement et développement de l'agriculture

- i) mettre les groupes vulnérables en mesure d'exercer à nouveau une activité agricole durable et de sortir de la pauvreté;
- ii) améliorer la performance des services de soutien technique à l'agriculture;
- iii) améliorer la production et la productivité de l'agriculture, la sécurité alimentaire et les revenus des ménages de petits exploitants moins vulnérables mais néanmoins très pauvres;

⁸ Source: Évaluation des récoltes, des approvisionnements alimentaires et de la situation nutritionnelle – saison 2003B: Ministère de l'agriculture et de l'élevage (MINAGRI)/FAO/UNICEF.

⁹ Ministère de la réintégration des victimes de catastrophes, 2002. Ces chiffres sont ceux des ménages et des habitants vulnérables de la communauté, mais ils ne comprennent pas ceux qui vivent dans les camps pour personnes déplacées internes (PDI). Celles-ci ne sont **pas** incluses dans le groupe cible du programme proposé, étant donné que leurs besoins sont couverts par d'autres organismes et systèmes de secours.

- iv) régénérer et protéger l'environnement rural.
- c) **Rétablissement et développement des infrastructures rurales**
- i) accroître la superficie des terres productives par la mise en valeur des marais de manière à améliorer la sécurité alimentaire et les revenus;
 - ii) réduire l'isolement des zones agricoles et stimuler l'économie rurale en facilitant l'accès aux intrants agricoles, aux autres biens et services et aux marchés par la réfection des routes de desserte;
 - iii) améliorer la santé, réduire la pollution et alléger la charge de travail dans le ménage en restaurant et améliorant les sources d'eau potable et en dispensant une éducation complémentaire en assainissement et santé publique.

C. Composantes¹⁰

19. Le programme proposé aura quatre composantes:

20. **Gouvernance locale (4,3 millions de USD):** comprend trois sous-composantes: i) établissement dans la zone du programme d'un réseau de CDC opérationnels à l'échelon de la colline, de la zone, de la commune et de la province (1,8 million de USD); ii) soutien juridique, formé à son tour de deux éléments: a) éducation des membres de la communauté rurale à leurs droits et devoirs de citoyens et b) conseils juridiques et représentation en justice (0,8 million de USD); et iii) restauration des moyens d'existence des femmes rurales (1,8 million de USD), qui comprend a) la participation plus large des femmes à la prise de décisions dans la société civile, b) la lutte contre la progression du VIH/sida et son impact socioéconomique et c) renforcer la position socioéconomique des femmes.

21. **Relèvement et développement de l'agriculture (7,2 millions de USD):** comprend cinq sous-composantes: i) relèvement de la production agricole des ménages et des groupes les plus touchés par le conflit¹¹ (2,6 millions de USD); ii) une chaîne de solidarité pour la reconstitution du cheptel (1,1 million de USD); iii) régénération et protection de l'environnement du Parc national de la Rusizi (0,4 million de USD); iv) régénération et protection de l'environnement (0,6 million de USD); et v) renforcement des capacités des services techniques agricoles (2,4 millions de USD) et octroi de fonds de roulement pour les intrants agricoles et le matériel des vétérinaires.

22. **Rétablissement et développement des infrastructures rurales (15,7 millions de USD):** comprend: i) la remise en état de 480 ha de terres marécageuses asséchées et assèchement et mise en valeur de 1 850 ha supplémentaires de terres marécageuses (5,8 millions de USD)¹²; ii) réfection de 325 km de routes rurales de desserte (5,2 millions de USD); et iii) soutien à l'alimentation en eau potable par la réfection d'un réseau de 270 km, aménagement de 40 km supplémentaires de réseau et installation de 600 puits salubres (4,6 millions de USD).

23. **Coordination du programme (3,3 millions de USD).** Le programme financera l'établissement d'une unité de coordination du programme (UCP) à l'échelon national (2,6 millions de USD) et de

¹⁰ Voir l'appendice iv pour une description plus complète.

¹¹ Il s'agit d'anciens réfugiés, de ceux qui sont revenus ou qui ont été rapatriés et qui s'efforcent de pratiquer à nouveau l'agriculture.

¹² Consiste en deux phases. La phase I (650 ha) doit être financée par le FIDA et réalisée au cours des années 1, 2 et 3 du programme, et la phase II financée par le Fonds de l'OPEP et réalisée au cours des années 2, 3, 4 et 5.

trois antennes provinciales du programme (APP) (1,4 million de USD), pour en assurer la coordination.

D. Coûts et financement

24. Le total des investissements et des coûts marginaux récurrents, y compris les provisions pour aléas financiers et aléas d'exécution, est estimé à 32,7 millions de USD (39 650 millions de BIF). La composante en devises est estimée à 6,6 millions de USD ou environ 20% du coût total du programme. Le coût des investissements s'élève au total à 25,8 millions de USD (28,4 milliards de BIF) et représente 78% du coût total. Les coûts récurrents d'un montant total de 6,7 millions de USD (7,3 milliards de BIF) représentent 22% du coût total. Les taxes atteignent environ 1,2 million de USD (tableau 2). Il est proposé que le programme soit financé par le FIDA, le Fonds de l'OPEP, le Gouvernement du Burundi et les bénéficiaires. Le FIDA financera l'essentiel de la coordination du programme, la composante gouvernance locale, la composante relèvement et développement de l'agriculture et une partie de la sous-composante mise en valeur des marécages dans la composante rétablissement et développement des infrastructures rurales. Le Fonds de l'OPEP¹³ financera exclusivement les routes rurales, l'adduction d'eau et la phase II des marais, y compris une partie des dépenses de coordination du programme qui se rapportent aux investissements précités. Le cofinancement du Fonds de l'OPEP sera subordonné au règlement des arriérés d'un financement antérieur de ce Fonds au Burundi, et cette question devrait être résolue pour la fin de 2004. Le financement proposé du Gouvernement couvrira les salaires des fonctionnaires en poste et les taxes identifiables. La contribution proposée des bénéficiaires serait apportée essentiellement sous forme de travail pour les travaux de génie civil et d'entretien. Par conséquent, le FIDA apportera 16,4 millions de USD ou 50,1% des coûts du programme, y compris tous les coûts en devises. L'OPEP apportera 14,6 millions de USD (ou 44,7%), dont 2,2 millions de USD sont consacrés au financement de la mise en valeur des marais dans le cadre du prêt du Fonds de l'OPEP en faveur du projet de gestion des ressources rurales de la province de Ruyigi. La contribution du Gouvernement sera d'environ 1,6 million de USD (environ 4,9%). Les bénéficiaires fourniront environ 78 334 USD (ou approximativement 0,2% des coûts totaux). Le tableau 2 présente le plan de financement du programme par composante.

¹³ Le Fonds de l'OPEP confirmera son cofinancement du programme lorsque le gouvernement de transition lui aura réglé les arriérés de sa dette. Les négociations en cours entre le Gouvernement et le Fonds de l'OPEP laissent entrevoir une issue favorable.

TABEAU 1: RÉSUMÉ DES COÛTS DU PROGRAMME^a
(USD)

Composantes	Monnaie locale	Devises	Total	% en devises	% des coûts de base
A. Soutien à la gouvernance locale					
1. Développement communautaire	1 544 150	219 750	1 763 900	12	6
2. Restauration des moyens d'existence des femmes rurales	1 374 491	435 279	1 809 770	24	6
3. Appui juridique	588 498	179 638	768 135	23	3
B. Relèvement et développement de l'agriculture					
1. Soutien au relèvement agricole des populations vulnérables	2 638 560		2 638 560		9
2. Régénération et protection de l'environnement	649 655		649 655		2
3. Conservation du Parc national de la Rusizi	363 420	78 100	441 520	18	1
4. Soutien au renforcement des capacités	2 031 413	368 783	2 400 196	15	8
5. Chaîne de solidarité pour la reconstitution du cheptel	1 110 414		1 110 414		4
C. Rétablissement et développement des infrastructures rurales					
1. Remise en état des marécages Phase I (FIDA)	1 691 525	650 905	2 342 430	28	8
2. Remise en état des marécages Phase II (OPEP)	2 449 275	1 039 405	3 488 680	30	11
3. Réfection des routes rurales	3 733 111	1 493 590	5 226 701	29	17
4. Réfection et développement du système d'adduction d'eau	3 401 555	1 194 965	4 596 520	26	15
D. Coordination du programme	2 823 260	447 250	3 270 510	14	11
Total des coûts de base	24 399 326	6 107 664	30 506 990	20	100
Provision pour aléas d'exécutions	691 696	262 410	954 106	28	3
Provision pour aléas financiers	943 877	251 215	1 195 092	21	4
Total des coûts du programme	26 034 499	6 621 289	32 656 188	20	107

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

TABLEAU 2: PLAN DE FINANCEMENT^a
(USD)

Composantes	FIDA		OPEP		OPEP 2 ^b		Gouvernement		Bénéficiaires		Total		Devises	Monnaie locale (hors taxes)	Droits et taxes
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%			
A. Soutien à la gouvernance locale															
1. Développement communautaire	1 817 335	95,4	-	-			88 378	4,6	-	-	1 905 714	5,8	232 034	1 585 302	88 378
2. Restauration des moyens d'existence des femmes rurales	1 535 566	80,9	-	-			362 478	19,1	-	-	1 898 044	5,2	461 208	1 218 449	218 387
3. Appui juridique	656 491	79,5	-	-			90 536	11,0	78 334	9,5	825 362	2,5	187 367	577 055	60 940
B. Relèvement et développement de l'agriculture															
1. Soutien au relèvement agricole des populations vulnérables	2 658 632	100	-	-			-	-	-	-	2 658 632	8,1	-	2 658 632	-
2. Régénération et protection de l'environnement	661 174	100	-	-			-	-	-	-	661 174	2,0	-	661 174	-
3. Conservation du Parc national de la Rusizi	438 505	92,0	-	-			37 947	8,0	-	-	476 452	1,5	85 733	352 773	37 947
4. Soutien au renforcement des capacités	2 144 665	84,7	-	-			386 760	15,3	-	-	2 531 425	7,7	388 741	1 961 726	180 958
5. Chaîne de solidarité pour la reconstitution du cheptel	1 155 591	100	-	-			-	-	-	-	1 155 591	3,5	-	1 155 591	-
C. Rétablissement et développement des infrastructures rurales															
1. Remise en état des marécages Phase I (FIDA)	2 243 333	88,0			142 613	5,6	164 178	6,4	-	-	2 550 123	7,8	707 382	1 678 563	
2. Remise en état des marécages Phase II (OPEP)	-		1 677 598	43,3	2 074 162	53,5	122 587	3,2	-	-	3 874 347	11,8	1 146 610	2 605 151	
3. Réfection des routes rurales	-	-	5 668 153	99,3			38 094	0,7	-	-	5 706 247	17,4	1 633 269	4 034 884	38 094
4. Réfection et développement du système d'adduction d'eau	-	-	4 875 424	97,9			105 756	2,1	-	-	4 981 180	15,2	1 305 692	3 569 732	105 756
D. Coordination du programme	3 056 433	89,1	164 374	4,8			211 091	6,2	-	-	3 431 898	10,5	473 255	2 747 552	211 091
Total des décaissements	16 367 727	50,1	12 385 548	37,9	2 216 775	6,8	1 607 804	4,9	78 334	0,2	32 656 188	100	6 621 289	24 806 583	1 228 316

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

^b Représente le financement de la mise en valeur des zones marécageuses au titre du prêt du Fonds de l'OPEP pour le projet de gestion des ressources rurales de la province de Ruyigi.

E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes

25. **Passation des marchés.** La passation des marchés concernant les biens, travaux et services nécessaires au programme se fera conformément aux directives du FIDA en la matière. Tous les achats de véhicules, de matériel de bureau et de mobilier seront autant que possible groupés par souci d'économie. Les contrats portant sur l'achat de biens d'un montant égal ou supérieur à 100 000 USD seront attribués par voie d'appel à la concurrence internationale. Les contrats portant sur l'achat de biens d'un montant compris entre 10 000 USD et 100 000 USD seront attribués par voie d'appel à la concurrence locale. Les travaux de génie civil seront réalisés en régie en recourant à la main-d'œuvre du département pertinent. Les prestataires de services et les consultants seront recrutés par voie d'appel à la concurrence locale et par entente directe ayant l'agrément du FIDA et de l'institution coopérante.

26. **Décaissements.** Le décaissement du produit du prêt s'étalera sur sept ans. Pour faciliter l'exécution du programme, un compte spécial libellé en dollars des États-Unis sera ouvert et utilisé dans une banque agréée par le FIDA. L'allocation autorisée sera de 1,0 million de USD. Le FIDA déposera un montant de 500 000 USD sur le compte spécial et le solde de l'allocation autorisée sera décaissé lorsque le montant global des décaissements du programme aura atteint 1,0 million de DTS. Les retraits du compte de prêt du FIDA se feront conformément aux procédures de décaissement du FIDA, sur présentation d'états certifiés des dépenses comme convenu avec l'emprunteur, le FIDA et l'institution coopérante. Toutes les pièces justificatives des états de dépenses seront conservées aux fins d'examen lors des missions de supervision et de la vérification annuelle des comptes du programme.

27. **Comptabilité et vérification des comptes.** Un compte central du programme (libellé en BIF) sera ouvert pour recevoir les fonds provenant du compte spécial ainsi que la contribution de contrepartie du Gouvernement. Un compte provincial (libellé en BIF) sera ouvert dans chaque province du programme pour recevoir les fonds provenant du compte spécial ainsi que la contribution de contrepartie du Gouvernement. Le compte central et les comptes provinciaux seront régulièrement réapprovisionnés conformément aux dispositions du plan de travail et du budget. Le contrôleur financier de l'UCP soumettra au FIDA, à l'institution coopérante et au Ministère des finances des rapports trimestriels, certifiés par le coordonnateur du programme, sur la gestion financière et l'avancement des travaux. Les partenaires d'exécution, qu'il s'agisse d'entreprises privées ou de ministères, départements ou agences du gouvernement fournissant des biens et services au programme en vertu de "conventions" ayant force obligatoire, tiendront également des relevés financiers et comptes appropriés. Tous les comptes du programme feront l'objet d'un audit annuel indépendant conformément aux directives du FIDA.

F. Organisation et gestion

28. La coordination du programme sera assurée par une UCP à l'effectif solide et par trois antennes provinciales guidées par le Comité sectoriel et politique de pilotage et par le Comité technique de pilotage du programme. Le réseau des CDC sera la cheville ouvrière de la planification, de l'exécution, du suivi et de l'évaluation du programme. Il établira les plans de reconstruction et de développement de zone sur la base desquels le programme établira ses plans de travail et budgets annuels (PTBA). La démarche suivie ensuite dans l'exécution consistera pour l'UCP à engager des partenaires d'exécution (PE) sur la base de conventions contraignantes dans le cas des ministères, départements ou agences ou de contrats lorsqu'il s'agit de partenaires d'exécution du secteur privé.

29. **Participation des bénéficiaires et stratégie de désengagement du programme.** Le système des CDC est conçu de manière à garantir la participation complète des bénéficiaires puisque tous les membres des CDC ne sont comptables de leurs actes que devant leurs mandataires au niveau de la colline. De plus, le système proposé des CDC, en tant que système de gouvernance locale dans la

zone du programme, qui représente des valeurs telles que l'équité et le pluralisme tout en répondant aux exigences de la société civile en matière de paix, de justice et de développement socioéconomique, représente la stratégie de désengagement du programme. Les CDC seront l'héritage laissé par le période de transition (pacification) à la phase de développement économique et social durable qui suivra.

30. **Comptes rendus, suivi et évaluation.** L'UCP établira le format des rapports trimestriels sur la situation financière et la progression des activités, à présenter par les partenaires d'exécution et qui feront partie de leur contrat. Le coordonnateur du programme établira et présentera des rapports semestriels de synthèse sur les questions financières et matérielles au Comité sectoriel et politique de pilotage, au FIDA et à l'institution coopérante. Ces rapports reposeront sur les rapports d'activité des partenaires d'exécution établis au regard du PTBA du programme. L'UCP établira aussi un rapport annuel sur l'état d'avancement et l'impact du programme, accompagné d'états financiers récapitulatifs, dont des exemplaires seront remis aux FIDA et à l'institution coopérante dans les deux mois qui suivent la fin de l'exercice budgétaire.

31. Des dispositions particulièrement énergiques ont été prises pour le suivi et l'évaluation (S&E)¹⁴. Les principaux indicateurs de suivi, structurés sur la base du système de mesure des résultats et de l'impact (RIMS) récemment adopté par le FIDA font partie intégrante du cadre logique¹⁵. La présentation de rapports fondés sur le RIMS par le programme est obligatoire et sera inscrite dans l'accord de prêt. Des dispositions ont été prises pour la réalisation d'enquêtes de référence répétées, d'un maximum de cinq études de diagnostic sur les problèmes qui surgissent au cours de la réalisation du programme, d'une expérience pilote de suivi et évaluation mené par les CDC eux-mêmes après une étude indépendante de la performance du système des CDC, d'un examen à mi-parcours et d'une évaluation à l'achèvement du programme. Dans la mesure du possible, les données seront ventilées par sexe.

G. Justification économique

32. En tant qu'instrument de transition après le conflit qui met fortement l'accent sur l'intégration sociale plutôt que sur une initiative de développement à moyen ou long terme, le programme n'a pas fait l'objet d'une analyse économique formelle bien qu'on en escompte un impact substantiel sur la restauration des ressources agricoles et la création d'emplois et d'actifs productifs ruraux.

33. **Bénéfices du programme.** On escompte notamment les bénéfices ci-après. *Développement communautaire:* offre la possibilité d'une réconciliation, d'une transition et d'un développement participatif avec 10 000 habitants formés en tant que membres de CDC. Le réseau des CDC servira de fondement à la planification d'un développement durable faisant reculer la pauvreté, à la mobilisation des ressources et à l'exécution, et est représentatif, inclut tous les habitants et est comptable envers eux de ses actes. *Soutien juridique:* restaure le sens et la pratique de la justice à l'échelon local, en formant jusqu'à 45 800 personnes aux droits et devoirs du citoyen et au règlement des différends civils, avec des fonds pour poursuivre 750 cas devant des instances supérieures si nécessaire. *Restauration des moyens d'existence des femmes rurales:* meilleure santé grâce à la campagne d'information et d'éducation sur le VIH/sida, augmentation des revenus des femmes grâce à un fonds de 0,45 million de USD pour le financement d'activités génératrices de revenus en dehors de l'exploitation; des organisations féminines plus nombreuses et plus fortes grâce au soutien à la formation et aux campagnes d'information et d'éducation; et cours d'alphabétisation fonctionnelle donnés à 44 000 personnes. *Relèvement et développement de l'agriculture:* 50 000 ménages vulnérables reçoivent des lots d'intrants agricoles et d'élevage pour une agriculture durable;

¹⁴ L'équipe de S&E se compose d'un administrateur en chef du S&E, d'un autre spécialiste du S&E dans l'UCP et de trois autres, à raison d'un dans chaque antenne provinciale du programme.

¹⁵ Joint à l'appendice III. Les indicateurs RIMS y figurant en caractères gras.

reconstitution du cheptel par une chaîne de solidarité commençant avec 576 bovins, 26 146 ovins et caprins et 1 322 porcs; conservation des sols et de l'eau par la création de 1 150 pépinières pour doter 54 000 ménages de graminées et plantes fixatrices du sol et 270 000 ménages d'espèces fruitières et agroforestières; des services de vulgarisation mieux formés et équipés et donc plus efficaces, et amélioration de l'environnement par la réhabilitation des réserves nationales et la conversion de 50 gardiens de la paix en gardiens protecteurs de la nature. *Rétablissement et développement des infrastructures rurales*: santé et emploi par la réfection de 310 km de réseau d'adduction d'eau potable et forage de 600 puits salubres: meilleur accès aux intrants et aux marchés par 325 km de routes rurales remises en état, ouverture de l'accès à des terres productives pour 9 320 ménages au maximum par la mise en valeur de 2 330 ha de marécages et un supplément immédiat de revenus pour la population locale employée dans les travaux de construction de ces ouvrages ruraux. La préférence sera donnée aux paysans sans terre dans l'emploi aux travaux de génie civil, l'accès aux nouvelles terres marécageuses, l'attribution de petits ruminants et le soutien aux activités génératrices de revenus. Les femmes devraient être les principales bénéficiaires des grandes composantes du programme proposé et une sous-composante devrait être entièrement consacrée à leurs besoins et intérêts (appendice VI).

H. Risques

34. Le risque majeur et évident est le retour à un conflit généralisé. Les composantes du programme sont conçues en termes institutionnels et techniques pour encourager et faciliter la réconciliation, la reconstruction et le développement. Deuxièmement, les structures et processus de gestion du programme, ses activités et l'apport des fonds évitent le risque d'une politisation du sommet à la base. Un troisième risque réside dans la capacité d'absorption du pays à entreprendre le programme et l'on a donc proposé une UCP forte ainsi qu'un étalement prudent de ses composantes dans le temps. Enfin, on a essayé d'atténuer le risque de voir les bénéficiaires être réticents ou incapables de contribuer à l'utilisation et à l'entretien des infrastructures remises en état ou installées dans le cadre du programme en faisant une large place à l'animation, la formation et le renforcement des capacités des bénéficiaires dans ce domaine, en tant que condition préalable aux travaux concrets.

I. Impact sur l'environnement

35. Le programme comporte un large éventail d'initiatives tendant à améliorer la situation et à éviter ou atténuer tout impact négatif possible des activités proposées. On citera: un système d'élevage avec animaux attachés ou nourris en étable et réservé aux ménages disposant d'assez de fourrage et d'une étable; une sous-composante sols et eau importante pour restaurer la fertilité des sols, empêcher l'érosion, former un couvert végétal, fournir du combustible et des matériaux de construction et soutenir la gestion des bassins versants en complément de la mise en valeur des marécages; des études de faisabilité attentives à l'environnement comme condition préalable à la mise en valeur des marécages; des impacts positifs des améliorations en matière d'eau potable et d'assainissement liés aux études hydrologiques et une approche globale de la réhabilitation du Parc national de la Rusizi. Même si l'emploi des produits agrochimiques augmente, les quantités seront minimales. Le programme est classé par le FIDA dans la catégorie B.

J. Aspects novateurs

36. Le système des CDC pour la reconstruction et le développement général d'après-conflit selon un processus ascendant est une grande innovation au Burundi par son soutien juridique à l'échelon local, un autre soutien ayant été orienté directement et exclusivement vers le système juridique formel aux instances supérieures. Un autre aspect nouveau réside dans la fourniture de trousseaux agricoles et de lots pour l'élevage à une échelle suffisamment vaste pour que les bénéficiaires puissent dépasser le stade des secours. La démobilisation des gardiens de la paix pour en faire des gardiens des parcs nationaux est totalement nouvelle. Les propositions à moyen terme tendant à privatiser l'adduction

d'eau en milieu rural après réfection ou installation du système sont également novatrices. On compte que l'expérience fournie par le programme nourrira utilement la concertation avec le Gouvernement sur les questions suivantes: la gouvernance locale, spécialement au sujet du statut juridique des CDC et de leurs activités et relations avec l'administration; les dispositions juridiques et institutionnelles à prendre pour faire participer pleinement les femmes à la société civile; le régime foncier et la loi agraire; la protection de l'environnement, et la privatisation de la fourniture des biens et services nécessaires au développement et à l'entretien dans les secteurs des infrastructures agricoles et rurales. Un montant de 0,2 million de USD a été prévu au titre de la composante coordination du programme pour les services de consultants destinés à soutenir la concertation. Ces services comprendront le recrutement d'experts qui conseilleront les décideurs, la tenue des ateliers pertinents et l'appui à l'élaboration de nouvelles lois. Par ces arrangements, le programme n'interviendra pas lui-même dans la concertation, mais il apportera son expérience et des fonds aux parties qui y prennent part, lorsqu'on fera appel à lui. En adoptant pour démarche de recourir par contrat à des partenaires d'exécution et d'encourager d'autres donateurs et organismes de développement à se charger des activités des CDC relatives aux plans de reconstruction et de développement des communes, qu'il n'assume pas lui-même, le programme devrait susciter l'intérêt d'un très large éventail de partenaires.

TROISIÈME PARTIE – INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ

37. Un accord de prêt entre la République du Burundi et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le prêt proposé sera consenti à l'emprunteur. Un résumé des garanties supplémentaires importantes incluses dans l'accord de prêt négocié est joint en annexe.

38. La République du Burundi est habilitée, en vertu de ses lois, à contracter un emprunt auprès du FIDA.

39. Il m'est acquis que le prêt proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.

QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION

40. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le prêt proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: Que le Fonds fera à la République du Burundi un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à onze millions trois cent mille droits de tirage spéciaux (11 300 000 DTS) venant à échéance le 1^{er} décembre 2044 ou avant cette date. Le prêt sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Le Président
Lennart Båge

**RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES
INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ**

(Négociations de prêt conclues le 5 août 2004)

1. Le Gouvernement de la République du Burundi (le Gouvernement) met à la disposition du Ministère de la planification du développement et de la reconstruction (MINIPLAN), aux fins d'exécuter le programme, les fonds du prêt conformément aux dispositions des programmes de travail et budget annuels (PTBA) et à ses procédures nationales habituelles pour l'assistance au développement.
2. Le Gouvernement met également à la disposition du MINIPLAN au cours de la période d'exécution du programme, des fonds de contrepartie provenant de ses ressources propres pour un montant global équivalant à 1 600 000 USD conformément à ses procédures nationales habituelles en matière d'assistance au développement. Ce montant couvre la prise en charge par le Gouvernement des salaires du personnel du programme et de l'ensemble des droits et taxes grevant les importations, les biens et les services. À cet effet, le Gouvernement fera parvenir au FIDA: i) une lettre confirmant que l'ensemble des salaires est d'ores et déjà prévu dans les budgets des différents ministères concernés; et ii) une lettre officielle aux termes de laquelle il s'engage à exonérer le programme de tous impôts, droits et taxes conformément à la politique fiscale en vigueur. Le Gouvernement effectue sur le compte de programme un premier dépôt des fonds de contrepartie pour un montant en francs burundais équivalant à 50 000 USD pour couvrir la première année de l'exécution du programme. Le Gouvernement reconstitue d'avance annuellement le compte de programme en y déposant les fonds de contrepartie tels qu'ils sont prévus dans le PTBA relatif à l'année du programme considérée.
3. Afin de maintenir de saines pratiques environnementales, le Gouvernement prend, dans le cadre du programme, les mesures nécessaires en matière de gestion des pesticides et, à cette fin, veille à ce que les pesticides fournis dans le cadre du programme ne comprennent aucun pesticide, soit interdit par le Code international de conduite pour la distribution et l'utilisation des pesticides de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et ses avenants, soit visé aux tableaux 1 (très dangereux) et 2 (dangereux) de la "Recommended Classification of Pesticides by Hazard and Guidelines to Classification 1996-1997" de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), et ses avenants.
4. Un système de suivi-évaluation devra être mis en place au plus tard dans les huit mois suivant la date d'entrée en vigueur. Le coordonnateur du programme aura la responsabilité générale du suivi et de l'évaluation des activités du programme. Il délèguera cette responsabilité au responsable du suivi-évaluation (RSE) et à son équipe qui comprendra un spécialiste au niveau de l'UCP et trois autres installés dans les antennes provinciales du programme. Une enquête sera menée la première année sur la situation socioéconomique de référence et des études diagnostics seront ensuite réalisées sur les problèmes survenant dans le cours de la mise en œuvre du programme. Les RSE au niveau des antennes provinciales fourniront les informations de suivi au niveau du terrain concernant toutes les activités et les travaux sous-traités aux fournisseurs locaux. Les bénéficiaires auront une responsabilité particulière dans l'évaluation qualitative des services et des biens fournis. Une approche particulière du suivi-évaluation sera faite dans le cadre de la sous-composante de développement communautaire. Pendant la première année, une expérience pilote d'autosuiivi-évaluation sera tentée. Les indicateurs préliminaires de suivi-évaluation seront basés sur la méthode RIMS (Result Impact Management System). Les indicateurs seront testés et la méthode accélérée de recherche participative (MARP) sera appliquée par les spécialistes de suivi-évaluation pour capter les suggestions de la population. L'exercice sera fait concurremment dans la zone d'intervention du programme, là où il n'y a pas encore de CDC et dans la zone du programme de relance et de développement du monde rural (PRDMR). Le programme assurera la coordination avec

le PRDMR dans le but d'effectuer l'exercice dans un nombre limité de collines avec et sans CDC. Les bénéficiaires pourront suggérer des indicateurs objectivement vérifiables.

5. L'UCP préparera une première version du manuel opérationnel qu'elle soumettra au MINIPLAN pour approbation. Le MINIPLAN adressera le manuel au FIDA pour commentaires et approbation. En l'absence de commentaires du FIDA dans les 30 jours suivant sa réception, le manuel sera considéré comme approuvé.

6. Le personnel du programme est assuré contre les risques de maladie et d'accident selon les pratiques obligatoires en vigueur sur le territoire du Gouvernement.

7. Le recrutement du coordonnateur de l'UCP, du contrôleur financier et du directeur administratif et financier du programme sera effectué par appel d'offres national avec l'assistance technique d'une société de recrutement reconnue par le FIDA. Le recrutement des autres cadres du programme; soit le comptable, le responsable du suivi-évaluation et ses quatre assistants, les trois responsables provinciaux, l'ingénieur en chef, le cadre senior, le responsable du développement communautaire, le coordonnateur des activités de gouvernance locale et le spécialiste du genre; se fera par voie d'appel d'offres national publié dans la presse nationale selon les procédures actuelles du Gouvernement, excluant toute discrimination, et sur la base de contrats à durée déterminée renouvelables. Le spécialiste du genre sera recruté la quatrième année du programme ou à la clôture du PRDMR. Le recrutement de l'ensemble du personnel et, le cas échéant, la décision de rompre leur contrat, seront décidés en accord avec le FIDA. Le personnel du programme sera soumis à des évaluations de performances organisées annuellement. Il pourra être mis fin à leur contrat en fonction des résultats de ces évaluations. Le recrutement et la gestion du personnel d'appui seront soumis aux procédures en vigueur sur le territoire du Gouvernement.

8. Les conditions suivantes sont spécifiées comme conditions de décaissement:

- a) Le premier PTBA a été soumis au FIDA pour approbation.
- b) Le compte spécial et le compte de programme ont été ouverts et les fonds de contrepartie nécessaires pour couvrir la première année du programme ont été déposés sur le compte de programme.
- c) Les montants nécessaires à l'exécution des composantes ont été inscrits au budget annuel des organisations responsables de leur mise en œuvre.
- d) Les projets de conventions nécessaires à l'exécution du programme ont été soumis au FIDA pour examen.

9. Les conditions suivantes sont spécifiées comme conditions préalables à l'entrée en vigueur:

- a) Le comité sectoriel et politique de pilotage du programme (CSPP) et le comité technique de pilotage du programme (CTP) ont été créés par Ordonnance ministérielle, conformément aux dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'annexe 3 de l'Accord de prêt.
- b) Les recrutements du coordonnateur, du contrôleur financier et du directeur administratif et financier ont été effectués conformément à la procédure décrite dans l'Accord de prêt et ont été approuvés par le FIDA.

- c) Les projets de contrats avec les organisations non gouvernementales (ONG) de développement communautaire provincial ont reçu la non-objection du FIDA.
- d) Le Gouvernement a présenté un programme détaillé de recrutement ou de redéploiement de tout le personnel nécessaire à l'exécution du programme.
- e) Un avis juridique favorable, délivré par le Ministre de la justice, acceptable tant en la forme que sur le fond a été remis par le Gouvernement au FIDA.

APPENDIX I

COUNTRY DATA

BURUNDI

Land area (km² thousand) 2001 1/	26	GNI per capita (USD) 2001 1/	100
Total population (million) 2001 1/	6.94	GDP per capita growth (annual %) 2001 1/	1.3
Population density (people per km²) 2001 1/	270	Inflation, consumer prices (annual %) 2001 1/	9
Local currency	Burundi Franc (BIF)	Exchange rate: USD 1.0 =	BIF 1 070.5
Social Indicators		Economic Indicators	
Population (average annual population growth rate) 1995-2001 1/	2.0	GDP (USD million) 2001 1/	689
Crude birth rate (per thousand people) 2001 1/	40	Average annual rate of growth of GDP 2/ 1981-1991	4.2
Crude death rate (per thousand people) 2001 1/	20	1991-2001	-2.4
Infant mortality rate (per thousand live births) 2001 1/	114	Sectoral distribution of GDP 2001 1/	
Life expectancy at birth (years) 2001 1/	42	% agriculture	50
Number of rural poor (million) (approximate) 1/	n/a	% industry	19
Poor as % of total rural population 1/	n/a	% manufacturing	9 a/
Total labour force (million) 2001 1/	3.80	% services	31
Female labour force as % of total 2001 1/	49	Consumption 2001 1/	
Education		General government final consumption expenditure (as % of GDP)	14
School enrolment, primary (% gross) 2001 1/	65 a/	Household final consumption expenditure, etc. (as % of GDP)	91
Adult illiteracy rate (% age 15 and above) 2001 1/	51	Gross domestic savings (as % of GDP)	-5
Nutrition		Balance of Payments (USD million)	
Daily calorie supply per capita, 1997 2/	1 685	Merchandise exports 2001 1/	40
Malnutrition prevalence, height for age (% of children under five) 2001 3/	57 a/	Merchandise imports 2001 1/	139
Malnutrition prevalence, weight for age (% of children under five) 2001 3/	45 a/	Balance of merchandise trade	-99
Health		Current account balances (USD million)	
Health expenditure, total (as % of GDP) 2001 1/	3 a/	before official transfers 2001 1/	n/a
Physicians (per thousand people) 2001 1/	n/a	after official transfers 2001 1/	-24
Population using improved water sources (%) 2001 3/	78	Foreign direct investment, net 2001 1/	n/a
Population with access to essential drugs (%) 2000 3/	0-49	Government Finance	
Population using adequate sanitation facilities (%) 2000 3/	88	Overall budget deficit (including grants) (as % of GDP) 2001 1/	-5 a/
Agriculture and Food		Total expenditure (% of GDP) 2001 1/	26 a/
Food imports (% of merchandise imports) 2001 1/	23 a/	Total external debt (USD million) 2001 1/	1 065
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 2000 1/	39	Present value of debt (as % of GNI) 2001 1/	96
Food production index (1989-91=100) 2001 1/	96	Total debt service (% of exports of goods and services) 2001 1/	40
Cereal yield (kg per ha) 2001 1/	1 311	Lending interest rate (%) 2001 1/	17
Land Use		Deposit interest rate (%) 2001 1/	n/a
Arable land as % of land area 2000 1/	35		
Forest area as % of total land area 2000 1/	4		
Irrigated land as % of cropland 2000 1/	6		

a/ Data are for years or periods other than those specified.
1/ World Bank, *World Development Indicators*. CD ROM 2003.
2/ UNDP, *Human Development Report*, 2000.
3/ UNDP, *Human Development Report*, 2003.

PREVIOUS IFAD FINANCING IN BURUNDI

Project/Programme Name	Lending Terms	Project Type	Financing Type	IFAD Approved Financing	IFAD Current Financing (USD '000)	Board Approval	Loan Signing	Loan Effectiveness	Project Completion Date	Current Closing Date	Cooperating Institution	Project Status
East-Mpanda Rural Development Project	HC	Rural	F	14 500	9 800	18 Dec 79	18 Jan 80	05 Jun 80	31 Dec 92	30 Jun 93	AfDB	Closed
Integrated Rural Development Project/Ngozi III	HC	Rural	C	7 000	4 837	08 Sep 81	12 Oct 81	03 Jun 83	30 Jun 89	31 Dec 89	World Bank IDA	Closed
Bututsi Agro-Pastoral Development Project	HC	Agric.	F	8 960	8 960	29 Nov 88	27 Jan 89	27 Sep 89	31 Dec 89	30 Jun 05	AfDB	Ongoing
Ruyigi Rural Resources Management Project	HC	Agric.	F	6 980	6 980	15 Sep 93	09 Nov 93	11 Jun 95	30 Jun 03	31 Dec 03	UNOPS	Closed
Rural Recovery and Development Programme	HC	Rural	F	19 998	19 998	28 Apr 99	06 May 99	04 Aug 99	30 Sep 06	31 Mar 07	UNOPS	Ongoing
Total		Five Projects		57 438	50 575							

Note: AfDB = African Development Bank
IDA = International Development Association
UNOPS = United Nations Office for Project Services

C = Cofinanced
F = IFAD-initiated and cofinanced
HC = Highly concessional

LOGICAL FRAMEWORK

STRATEGY/HIERARCHY OF OBJECTIVES	MEASURABLE INDICATORS	LEARNING SYSTEM	CRITICAL ASSUMPTIONS
1. The Goal of the Programme	Expected Impact		
To regenerate rural livelihoods in three provinces	<ul style="list-style-type: none"> (a) A network of Community Development Committees (CDCs) functioning in the rural areas (b) The CDCs are able to formulate their own development plans and to influence public service provision and resource utilization at community level (c) Restored dignity of the victims of violence (d) Stability and pacification at community level (e) Improved assets of poor households (f) Reduction in child malnutrition (g) Reduction in infectious diseases (h) Ratio of literate females to males (i) Children completing primary education (j) Increased numbers of people with sustainable access to safe water <p>(Target population: 1.2 million)</p>	<p>Annual Report of the PCU</p> <p>Reports of the M&E system</p> <p>Baseline surveys and repetition at the end of the programme</p>	<p>A significant improvement of the security situation</p> <p>No “politicization” of the programme activities and organizations</p> <p>Design of an M&E system capable of capturing signals of improved governance and of effectively recording outcomes</p>
2. Purpose by Component	Second-Level Results (Outcome)		
Support to local governance	<ul style="list-style-type: none"> • Evolution of decentralization reform, role envisaged for the CDCs in the new setting • New legislation enacted on community development and rural organizations • Number of hill, zone, commune inter-ethnic CDCs established and functioning • Women’s presence, role in the CDCs at different levels • Number of community action plans prepared • Quality of the auto-evaluations of the hill CDCs • Perception of the communities about the performance of the CDCs • Quality of the relationship established by the CDCs with government authorities • Number of victims of violence requesting legal support from the programme • Effectiveness of legal counsel offered • Perception of the communities about the performance of the Bashingantahe trained by the programme • Number of women groups formed and actually functioning • Number of user associations formed for water supply and swamp reclamation • Number of women in the Management Committees of the Users’ Associations • Number of women leaders of a group/association/CDC • Number of adults having completed functional literacy courses 	<p>Study of the performance of the CDC planned to precede the mid-term review (MTR)</p> <p>Annual report of the Provincial NGOs responsible for Community Development</p> <p>Annual report of the Local Governance Specialist</p> <p>Annual report of the Programme M&E team</p>	<p>The evolution of the legal framework of local governance is consistent with the programme design</p> <p>The CDC network is accepted by central provincial and commune authorities as an independent organization of the civil society, which operates in coordination with the local governments, but not in a hierarchically subordinated position</p> <p>Central PCU and its provincial antennae succeed in coordinating the role of the CDCs with the operations of the service providers that implement the other components of the programme</p>

STRATEGY/HIERARCHY OF OBJECTIVES	MEASURABLE INDICATORS	LEARNING SYSTEM	CRITICAL ASSUMPTIONS
	First-Level Results (Output)		
	<ul style="list-style-type: none"> • Establishment of 572 hill CDCs, 95 zone CDCs, 27 commune CDCs • Training of 10 000 CDC members to manage the CDCs • Functional literacy training of 44 000 people • Up to 45 800 citizens informed of their rights • Providing counsel to 750 cases through the mobile legal support clinic • Establishment of one swamp users' association (SUA) for each swamp reclamation scheme funded, and of one water users' association (WUA) for each one of the local taps of the piped networks and of the natural sources developed with programme support 	<p>Six monthly reports of the Local Governance Specialist</p> <p>Annual reports and AWP/B of the central PCU</p> <p>Supervision reports of the Cooperating Institution</p> <p>Annual reports of the M&E team</p> <p>Annual report of the Ministry of Social Action and Promotion of Women</p>	<p>Sustained cooperation of the central and provincial government, of the communal administration, and of the hill chiefs</p> <p>Sustained cooperation of the Ministry of Justice</p> <p>Sustained cooperation of the Ministry of Social Action and Promotion of Women</p>
Activities	Key Inputs	Costs	
(a) Community development subcomponent	<p>The services of three Provincial NGOs to provide:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Information and training of officers of the local government regarding the CDC network • Consultant services to advise government on local governance issues and institutional development (policy dialogue) • Large-scale intensive animation of the rural communities to facilitate the establishment of 572 hill CDCs, 95 Zone CDCs and 27 commune CDCs • Formal and on-the-job training for a total of about 10 000 CDC members • Training of the Management Committees of the WUAs (water supply) and SUAs (swamps) • Functional literacy training for 44 000 adults 	<p>(figures in USD '000)</p> <p>Vehicles and equipment: 165</p> <p>Training, studies and cultural activities: 694</p> <p>NGO contracts: 678</p> <p>Travel: 90</p> <p>Operating cost of vehicles and equipment: 137</p> <p>Total component cost: 1 764</p>	
(b) Legal support subcomponent	<p>The services of</p> <ul style="list-style-type: none"> • A Local Governance Specialist to coordinate the subcomponent at PCU level • Training materials and logistical support for the training, information and mobile legal clinic • A jurist specialist responsible for information and training of people on human and civil rights • Lawyers serving on the mobile legal clinic • Legal counsel required to follow up on cases opened by the mobile legal clinic 	<p>(figures in USD '000)</p> <p>Vehicles and equipment: 160</p> <p>Technical Assistance (TA), contracts and fees: 298</p> <p>Miscellaneous: 141</p> <p>Training: 44</p> <p>Operating cost of vehicles and equipment: 125</p> <p>Total component cost: 768</p>	

STRATEGY/HIERARCHY OF OBJECTIVES	MEASURABLE INDICATORS	LEARNING SYSTEM	CRITICAL ASSUMPTIONS
2. Purpose by Component	Second-Level Results (Outcome)		
(c) Regeneration of Rural Women's Livelihoods <ul style="list-style-type: none"> A proactive participation of women in public life at community and higher level Widespread awareness of key health, hygiene, nutrition, female children's education, and other important household survival and development topics among rural women A significant increase in the literacy rate among women Intensified fight against HIV/AIDS Improved economic condition of the poor and vulnerable women through non-farming income-generation activities 	<ul style="list-style-type: none"> Number and role of women group leaders in the CDCs and other public and civil-society organizations Number of women trained in functional literacy still using the acquired skill after three years Improvement in the nutrition and hygiene practices in rural households Increased use of AIDS prevention practices Number of poor women group income-generation activities funded that are viable after three years Increase in girls' attendance at primary school 		
	First-Level Results (Output)		
	<ul style="list-style-type: none"> Rehabilitation and equipment of two provincial Family Development Centres (CDFs) and construction of a new one Rehabilitation and equipment of 27 Communal Family Development Centres Design of adequate women's training material and animation, sensibilization and training activities involving 60 000 women through the CDFs Training 44 000 people in functional literacy, at least two-thirds women Animation and training of women's groups and promotion of their leaders' role in the CDCs, in the local government administration, and in other civil-society organizations Funds disbursed to support off-farm income activities of vulnerable women heads of HHs that have no land and cannot participate in the distribution of agricultural production reactivation kits and livestock 	Six monthly reports of the Gender Specialist Annual reports of <ul style="list-style-type: none"> the Ministry of Health, the Ministry of Social Action and Promotion of Women Annual reports and AWP/B of the central PCU Supervision mission reports MTR report	Sustained cooperation of the Ministries of Health, Ministry of Social Action and Promotion of Women Ministry of Social Action and Promotion of Women makes available field staff for the functioning of the rehabilitated CDFs
Activities	Key Inputs	Costs	
<ul style="list-style-type: none"> Animation and information aimed at increasing the representativeness of women in local institutions Information on matters of particular interest to women (health, nutrition, women's rights, female children's education, conflict resolution, etc.) Functional literacy Support to women's groups' income-generation activities; and The fight against HIV/AIDS 	<ul style="list-style-type: none"> The services of a Gender Specialist to coordinate the activities at PCU level Rehabilitation of two Provincial Family Development Centres and construction of a new one Rehabilitation of 27 Communal Family Development Centres Equipment for the above Funds, teachers and materials for functional literacy Funds for HIV/AIDS IEC Animation and training of women groups engaged in income- 	(figures in USD '000) Civil works: 65 Vehicles and equipment: 467 IGA Fund: 450 TA and training: 190 CDF salaries and allowances: 185 Night DSA: 14 Operating cost of vehicles and equipment: 286 Total component cost: 1 810	

STRATEGY/HIERARCHY OF OBJECTIVES	MEASURABLE INDICATORS	LEARNING SYSTEM	CRITICAL ASSUMPTIONS
	generating activities <ul style="list-style-type: none"> Fund to support off-farm income activities of vulnerable women heads of HHs that have no land and cannot participate in the distribution of agricultural production reactivation kits and livestock 		
Rehabilitation and development of agriculture <ul style="list-style-type: none"> The restoration of the productive capacity of vulnerable HHs most affected by the conflict The strengthening of the capacity of the agricultural technical services Rehabilitation and conservation of the environment 	<ul style="list-style-type: none"> Number of HHs having received the kits and livestock actually adopting the techniques associated with them Community perception about the equity and transparency of the kits and livestock distribution Beneficiaries' perception of the usefulness of the kits and livestock and of the role played by the CDC to identify the vulnerable HHs and to ensure that they actually receive the kits and livestock Number of layers, pigs and goats distributed to the vulnerable HHs that are reared by beneficiaries after three years Incremental crops grown and animals produced with the kits and livestock Change in cropping pattern and incremental agricultural production obtained in swamps reclaimed Number of HHs beneficiaries of the swamp rehabilitation <p style="text-align: center;">First-Level Results (Output)</p> <ul style="list-style-type: none"> Number and value of the kits and livestock actually distributed to vulnerable HHs Hectares actually irrigated under the swamp reclamation programme 	Data collected by the CDC, situation reported by the Provincial NGOs responsible for Community Development Ad hoc surveys by the commune Provincial Agricultural and Livestock Services (DPAEs) Annual reports of the commune DPAEs Ad hoc surveys of the M&E team	Most CDCs planned actually established, supported and operational Commitment of the DPAE to work with vulnerable HHs
Activities	Key Inputs	Costs	
<ul style="list-style-type: none"> Distribution through the CDC network of 50 000 kits of inputs of the equivalent value of about USD 50 each Distribution through the CDCs of 576 cattle, 26 146 sheep and goats and 1 322 pigs on a <i>chaîne de solidarité</i> basis Establishment of 1 150 nurseries to supply 54 000 HHs with soil-fixing grasses and plants and 270 000 HHs with agroforestry species Training of the beneficiaries of the agricultural reactivation kits Feasibility study and training of wardens for Rusizi National Park 	<ul style="list-style-type: none"> Funds to pay for the procurement and the logistics of the distribution by MINAGRI/DPAEs 	(figures in USD '000) Agricultural kits: 2 639 Soil and water conservation inputs: 473 Training: 91 Input revolving fund: 850 Total: 650 Animal <i>chaîne de solidarité</i> inputs: 1 110 Rusizi rehabilitation civil works: 163 Vehicles: 25 TA and training: 113 Salaries and operating costs: 141 Total component cost: 7.240	

STRATEGY/HIERARCHY OF OBJECTIVES	MEASURABLE INDICATORS	LEARNING SYSTEM	CRITICAL ASSUMPTIONS	
<ul style="list-style-type: none"> Rehabilitation of the operational capacity of the technical services of MINAGRI Management of revolving funds for agricultural inputs, nursery inputs and veterinary materials 	<ul style="list-style-type: none"> Vehicles, equipment, and related operating cost of the DPAs, as required to: Undertake the training of the beneficiaries of the agricultural reactivation kits and livestock Provide the services required for the implementation of the swamp reclamation programme 	(figures in USD '000) Civil works: 50 Vehicles and equipment: 362 Revolving fund inputs: 800 TA and training: 223 Salaries and allowances: 636 Operating cost of vehicles and equipment: 328 Total component cost: 2 400		
Rehabilitation and development of rural infrastructure <ul style="list-style-type: none"> The rehabilitation of the water supply system in three provinces The rehabilitation of the rural roads network The rehabilitation of existing swamp reclamation structures and the development of new ones 	<ul style="list-style-type: none"> Number of HHs served with safe water, by type of system State of maintenance and production of the piped water supply networks rehabilitated Quantity of water sold and financial sustainability of the rehabilitated piped water supply networks State of maintenance of the natural water sources developed at hill level Operational efficiency of the WUAs established to operate the natural sources State of maintenance of the rural roads rehabilitated Effectiveness of the road maintenance system established at commune and at community level State of maintenance of the irrigation and drainage infrastructure rehabilitated or newly constructed 	Annual report of the M&E officer Annual reports of the Communal Water Authorities Reports on a sample of auto-evaluation sessions of the CDC General Assemblies	Commitment of the local government and of the CDCs to the arrangements negotiated with the programme for Operation and Maintenance of rehabilitated rural infrastructure Really inter-ethnic WUAs and SUAs can be established and made to work in a democratic manner Effective training of WUAs and SUAs to that effect	
	First-Level Results (Output)			
	<ul style="list-style-type: none"> Kilometres of pipe water supplies rehabilitated or constructed Number of new natural sources developed Kilometres of rural road rehabilitated Hectares of swamps reclaimed for irrigation and drainage 	Annual reports and AWP/B of the central PCU Supervision reports of the Cooperating Institution Annual reports of the DHA Six monthly reports of the Road Engineer of the PCU Annual reports of the PWD Six monthly reports of the Irrigation Engineer of the PCU		
Activities	Key Inputs	Costs		
(a) The rehabilitation and development of the water supply system	<ul style="list-style-type: none"> The services of a senior water engineer at the PCU level to coordinate the implementation of the water supply programme The updating of three provincial Water Master Plans The repair or new construction of a total of 310 km of pipe water supply schemes Equipment, vehicles and related operating cost of the commune services responsible for water Consultants' services for design and construction supervision The development of 600 natural sources at hill level 	(figures in USD '000) Civil works: 3 735 Vehicles and equipment: 270 Studies and training: 318 Salaries and allowances: 238 Operating cost of vehicles and equipment: 37		

STRATEGY/HIERARCHY OF OBJECTIVES	MEASURABLE INDICATORS	LEARNING SYSTEM	CRITICAL ASSUMPTIONS
	<ul style="list-style-type: none"> • Training of managers of the pipe water networks at commune level, and of WUA managers at the level of the local sources • TA for the supervision of technical and management studies and monitoring implementation • Funds to pay for the construction of latrines in public buildings and for related user training 	Total component cost: 4 597	
(b) The rehabilitation of the rural roads network	<ul style="list-style-type: none"> • The services of a senior road engineer at the PCU level to coordinate the implementation of the road rehabilitation programme • Funding contractors to rehabilitate the rural roads system • TA for design and supervision of construction work 	(figures in USD '000) Civil works: 4 810 Vehicles and equipment: 122 Studies: 65 Salaries and allowances: 183 Operating cost of vehicles and equipment: 46 Total component cost: 5 227	
(c) The rehabilitation of existing swamp development schemes and the development of new ones	<ul style="list-style-type: none"> • The services of a senior irrigation engineer at the PCU level to coordinate the implementation of the swamp programme • Funds to carry out engineering and environmental studies of swamps projects by DGR and DPAAE • Funds to undertake reconstruction, repair or new construction of 2 330 ha of drainage and irrigation canals of swamp areas to be identified • Training of the WUAs established by the CDCs concerned on the repair and maintenance of the facilities constructed • TA for supervision and monitoring of the implementation 	(figures in USD '000) Phase I: IFAD finance Civil works: 1 025 Vehicles and equipment: 483 TA studies and training: 356 Salaries and allowances: 244 Operating cost vehicles and equipment: 235 Total Phase I cost: 2 342 (figures in USD '000) Phase II: OPEC Fund finance Civil works: 2 488 Vehicles and equipment: 331 Studies and training: 380 Allowances: 55 Operating cost of vehicles and equipment: 235 Total Phase I cost: 3 489	

STRATEGY/HIERARCHY OF OBJECTIVES	MEASURABLE INDICATORS	LEARNING SYSTEM	CRITICAL ASSUMPTIONS
2. Purpose by Component (continued)	Second-Level Results (Outcome)		
PROGRAMMED MANAGEMENT AND COORDINATION			
<p>The Programme has succeeded in:</p> <ul style="list-style-type: none"> Establishing a strong network of CDCs capable of influencing the decision-making process of public investment in the provinces, acting in an autonomous way on behalf of the communities and in good coordination with the public administration Raising awareness among rural people about their rights, with a view to promoting an improved system of administration of justice at the community level Facilitating a proactive role for women in the rural organizations of the programme area Improving the livelihood of the target population of vulnerable households Raising the agricultural production in the provinces Improving the supply of drinking-water in a sustainable manner 	<ul style="list-style-type: none"> Extent of government compliance with IFAD loan assurances Effectiveness of the policy dialogue on improving the institutional system affecting rural communities 	<ul style="list-style-type: none"> IFAD supervision mission reports Reports of the CI Participatory programme impact monitoring Mid-term review mission reports Programme completion report Completion evaluation report 	Continued government support
	First-Level Results (Output)		

STRATEGY/HIERARCHY OF OBJECTIVES	MEASURABLE INDICATORS	LEARNING SYSTEM	CRITICAL ASSUMPTIONS
<p>Activities</p> <ul style="list-style-type: none"> • Activate the policy dialogue with government on issues of local governance, keeping adequate relationships on the subject with other donor agencies, UNDP, the government at different levels, organizing training sessions and workshops, and recruiting consultants on the subject in coordination with IFAD headquarters • Organize the preparation of the programme implementation manual in a participatory way • Arrange for the preparation of the M&E Manual • Manage the programme Special Account • Prepare the AWP/Bs, progress and financial reports, and loan withdrawal applications • Recruit staff, service providers, and consultants • Monitor their performance and intervene when required • Ensure the correct application of the programme approach in particular with respect to the principles of people participation, strengthening of autonomous inter-ethnic rural organization, focus on gender issue, support to women's role in programme implementation, and management of the legal counsel services • Ensure the required coordination of the service providers that implement the different components with particular attention to respecting the role envisaged for the CDC network 	<p>Key Inputs</p> <p>(a) Central PCU</p> <ul style="list-style-type: none"> 1 Coordinator 1 Financial Controller 1 Director of Administration and Finance 1 Accountant 1 Chief M&E Officer 1 Deputy M&E Officer 2 M&E Officers (water and roads, swamps) 1 Senior Agronomist 1 Rural Engineer 1 Engineer, roads 1 Engineer, water supply 1 Engineer, swamp 1 Local Governance Coordinator 1 Community Development Officer 1 Gender Specialist (to be recruited in fourth year of programme implementation or at end of PRDMR, Loan 500-BI) <p>General service staff</p> <p>(b) Provincial PCU offices</p> <ul style="list-style-type: none"> 3 Provincial Coordinators 3 Provincial M&E officers 3 Accountants <p>General service staff</p> <p>(c) other key inputs</p> <ul style="list-style-type: none"> • Miscellaneous consultants' funds • Funds to design, test and implement the M&E system • Funds for active policy dialogue • Funding for MTR • Vehicles and office equipment • Funds to cover rent and recurrent costs <p>(d) Funds for independent audit of the programme accounts</p>	<p>Costs</p> <p>(figures in USD '000)</p> <p>(a) Central PCU</p> <ul style="list-style-type: none"> Civil works: 5 Vehicles and equipment: 358 TA, studies and workshops: 482 Audit: 70 Salaries and allowances: 808 Operating cost of vehicles and equipment: 272 Total: 2 058 <p>(b) Provincial Programme Offices</p> <ul style="list-style-type: none"> Civil works: 6 Vehicles and equipment: 120 Salaries and allowances: 844 Operating cost of vehicles and equipment: 105 Total: 1 212 <p>Total component cost: 3 027</p>	

DETAILED PROGRAMME DESCRIPTION

Local Governance

1. **Community development.** The target of the subcomponent is to establish and maintain effectively operational 572 community development committees (CDCs) at the hill level, 95 CDCs at zone level and 27 CDCs at commune level. One prequalified NGO per province will be recruited by the programme to undertake the following activities: training of central, provincial, commune and hill level administrators and staff about the CDC concept; awareness-raising of people in the programme area about the CDC concept with a view to promoting the establishment and the organization of CDCs; training of the elected members of the CDCs to enable them to understand the role and responsibilities of the CDC and to undertake their functions in the CDC; and local follow-up on activities undertaken by the legal support subcomponent of the programme. Training subjects are expected to include principles of good governance and rationale for CDC formation; and objectives and modus operandi of the Transitional Programme of Post-Conflict Reconstruction. Since CDCs at all levels from hill to province will be required to have a minimum of three women members (i.e. 30%) the subcomponent is expected to strengthen greatly women's participation in community-driven development and civil society in general. Provision has been made accordingly for payment of staff (coordinator, vice-coordinator, animators and ancillary personnel), development of training materials, training, cultural activities for peace building, and equipment and vehicles in each of the three provinces of the programme area. Provision has also been made for a mobile theatre company to develop and enact plays on topics of local interest identified in conjunction with beneficiary communities.

2. Legal Support

- (i) With respect to legal education for members of the rural community, provision has been made for training up to 45 800 people (70% women) on their rights and responsibilities under land and inheritance law, family law and the matrimonial regimen (traditional or codified if the code is passed), and civil law, civil procedure and criminal procedure.
- (ii) Provision has been made for follow-up legal counselling and legal representation for programme beneficiaries in civil matters. A team per target province comprising a jurist and a parajurist will tour beneficiary communities to provide legal advice. In the event that a civil dispute involving a poor or vulnerable person relating to land rights, conversion of property, marital disputes, inheritance or personal injury, cannot be resolved by the Bashingantaha¹ or through other dispute resolution means, the programme will provide an advocate to represent the individual in litigation in the appropriate court in up to 750 cases. Accordingly, funds have been provided for the services of two advocates and fees related to filing, transport, representation and associated legal documentation.

3. Regeneration of Rural Women's Livelihoods

- (i) Increasing women's participation in civil-society decision-making would be based on an animation and information and education campaign (IEC) focused on the place of women in the electoral law and the constitution combined with support to the formation of rural women's civil-society organizations to pursue increased representation of women in government and non-government bodies.²

¹ Traditionally, men regarded by their communities as having exceptional moral values and therefore entrusted by those communities as settlers of disputes.

² This activity would be linked to citizens' legal education under the programme's Legal Support subcomponent.

APPENDIX IV

- (ii) Measures to combat the spread and impact of HIV/AIDS would include an IEC on causes, prevention and mitigation and support to women to form self-help groups for on- and off- farm activities and to connect these groups to sources of material, human and financial assistance.
- (iii) Social and economic strengthening of women under this aspect of the proposed programme would consist of supporting the organization and education of women's solidarity groups to address problems prioritized by them, such as health and hygiene, education of women and girls and conflict resolution. Provision has been made to fund animators, to recruit specialists on topics chosen by groups and to generate complementary mass media. Finally, provision has been made for a pilot fund for off-farm income-generating activities. This would be available on a grant basis to ultra-poor women and youth heads of household who cannot use the agricultural kits or small stock packages provided by the proposed programme because of lack of land.³

4. A common denominator for all aspects of the subcomponent is provision for a functional literacy programme designed to reach 44 000 people in the first instance.

5. **Rehabilitation and development of agriculture.** As the component title implies, its activities are directed to the double objectives of eradicating vulnerability and achieving sustainable poverty reduction. Agricultural kits and livestock packages with an average value of USD 54 will be distributed to 50 000 vulnerable households with secure access to adequate land and labour to assist them to re-establish production. Kits will comprise hand tools, food-crop seeds and tubers and will vary in composition according to the agro-ecology in which they are to be used and recipient households' needs, preferences and resources. Similarly, packages of sustainable numbers of small stock such as goats, sheep, pigs and chickens will be distributed. Additional livestock (576 cattle, 26 146 sheep and goats and 1 322 pigs) will be distributed to poor households not in receipt of packages on the basis of a *chaîne de solidarité* arrangement, under which offspring are committed to further beneficiaries. Revolving funds of an initial value of USD 0.8 million will be set up to assure sustainable supplies of further agricultural inputs and necessary veterinary materials. The programme will finance a technical, socio-economic and managerial study on regenerating and subsequently conserving the Rusizi National Park. The study will seek to identify sustainable options for rehabilitating and preserving the park's threatened biodiversity, accommodating the economic interests of the park's riverine populations and disarming and re-employing 50 *gardiens de la paix* as nature conservancy wardens.⁴ Soil and water conservation will be promoted through programme support, based on a USD 0.085 million revolving fund, to the establishment of about 1 150 private nurseries to supply seeds and seedlings for soil-fixing grasses and plants to 54 000 households, and fruit-trees and agroforestry species suitable as sources of fodder, fuelwood and building materials to 270 000 households. Finally, the programme will support capacity-building of agricultural technical services by funding training in participatory extension methods related to supporting the measures related above and the provision of capital and recurrent costs of vehicles, office equipment and performance-related allowances to DPAEs in Bujumbura Rural, Bururi and Ruyigi. Finance includes costs for refurbishing the DPAE buildings damaged by the conflict and for total reconstruction in the case of Bujumbura Rural. This support will allow the DPAEs to become properly operational again and contribute to assuring optimal results from the other investments under the component.

³ It is anticipated that many of the beneficiaries would be HIV/AIDS victims.

⁴ Application is being made to the Global Environment Facility (GEF) for further support on the basis of the park qualifying for assistance under the GEF's biodiversity focal area and forest and freshwater ecosystems operational programmes. If approved, GEF finance would be in the amount of USD 0.75 million including possible financing of a manager, an environmentalist and an environmental M&E officer who would be part of the proposed programme's coordinating unit (see below).

6. **Rehabilitation and development of rural infrastructure.** In addition to rehabilitation of 270 km of reticulated systems, development of a further 40 km of reticulation and development of 600 protected wells, the potable water subcomponent includes a complementary training programme on latrine construction and public health. Provision is also made for updating and completion of a potable water master plan started in the early 1990s by the German Agency for Technical Cooperation (GTZ) but unfinished as a result of the conflict. The rehabilitation of 325 km of rural feeder roads needs no further technical detailing but the management aspects are spelled out below. Provision has been made for the rehabilitation of 480 ha of reclaimed swamps and, subject to the results of development and environmental studies for which funds have also been allocated, reclamation and development of up to a further 1 850 ha. Women will be given preferential access to swamp land rehabilitated and developed under the programme. Subcomponent finance also covers costs for training of swamp users' associations. Finally, provision is made for technical support missions to supplement the supervision provided by the Cooperating Institution.

Programme Coordination

7. **Programme coordinating unit.** The programme will fund the establishment of a national-level and autonomous Programme Coordinating Unit (PCU) responsible for the day-to-day management of the programme. It will be located in the same building as the PCU of the ongoing IFAD-financed PRDMR, thereby ensuring institutional backstopping and cross-fertilization between the two programmes. The PCU will be headed by the programme coordinator as the programme's senior manager. In addition the PCU will comprise a financial controller responsible for programme budgetary planning and execution; a director of administration and finance; an accountant and assistant accountant; a chief monitoring and evaluation officer and three assistant monitoring and evaluation officers; three chief engineers responsible respectively for overall supervision of the planning and implementation of water supply works, rural road rehabilitation and swamp works; a senior agronomist responsible for works under the programme's livelihood/agriculture component; a community development officer responsible for the community development subcomponent of the local governance component; a local governance coordinator⁵ responsible for the overseeing of the legal support subcomponent of the local governance component; a gender specialist responsible for the regeneration of rural women's livelihoods subcomponent of the local governance component and for providing a gender focal point for all activities carried out under the programme. USD 0.2 million has been allocated to support policy dialogue with workshops and consultancy services. Provision has also been made in programme costs for ancillary staff, office refurbishment, equipment and vehicles.

8. **Provincial programme offices.** Three Provincial Programme Offices (PPOs) will be set up, one each in Bujumbura Rural, Bururi and Ruyigi. Each PPO will comprise a Provincial Programme Officer, a Monitoring and Evaluation Officer and an Accountant. Provision has also been made in programme costs for ancillary staff, office refurbishment, equipment and vehicles.

9. **Programme steering committee (PSC) and programme technical advisory committee (PTAC).** Overall management of the programme, as opposed to day-to-day operations, will be the responsibility of a Programme Steering Committee. Given the number of sectors covered by the programme, the Ministry of Planning of Development and Reconstruction is the most appropriate branch of government for taking the lead role in overall programme management. The Minister of Planning will therefore chair the PSC. Other members of the PSC will consist of representatives of other Government Ministries, Departments and Agencies related to the sectors covered by the programme. These are expected to include, among others: the Ministry of Finance; the Ministry of Agriculture and Livestock; the Ministry of Justice; the Ministry of Communal Development (Departement de l'hydraulique et de l'assainissement en milieu rural – DHAMR and the Direction des pistes rurales); the Ministry of Social Action and Promotion of Women; the Ministry of Land

⁵ In addition, a support lawyer will receive a one-year retainer contract from the programme and be responsible for assisting in initiating the legal support subcomponent and its operational review after six months.

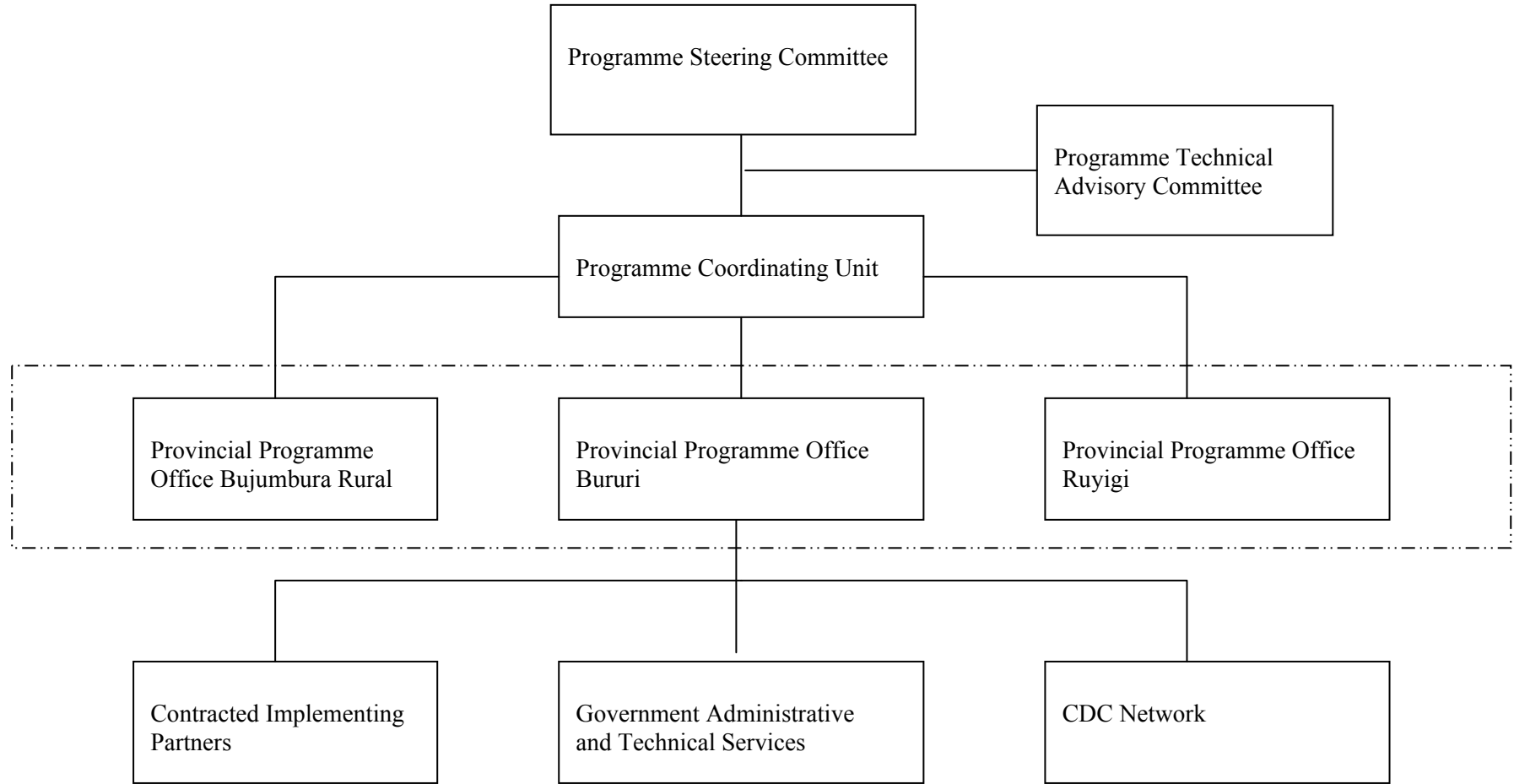
Management and Environment; and the Ministry of Good Governance. In addition it is expected there will also be representatives of participating NGOs and programme cofinanciers. If appropriate, representatives of multilateral and bilateral development agencies, of national and international non-governmental organizations and of the private sector should be included or co-opted.

10. The programme's executing agency, MINIPLAN, shall appoint the programme coordinator on the basis of a recruitment process by the National Tender Board and in conformity with the specifications laid out in the "Start-up Activities" section of the programme's Appraisal Report.

11. In addition, the programme will have a Technical Advisory Committee with overall responsibility for assuring quality control of technical activities carried out under the programme. Whereas members of the PSC are expected to be Ministers or their deputies, membership of the PTAC would comprise their corresponding senior civil servants. It would also include the three Provincial Governors of the programme area.

12. **Planning linkages between the programme and government.** Care has been taken in design to provide systematic linkages between the programme planning processes and those of the government in general to assure congruence and coordination. As noted, the executing agency for the programme is MINIPLAN, the Ministry for assuring overall government planning coherence. The PSC and PTAC will be chaired by the Minister and the Director-General of MINIPLAN respectively. CDC contributions to provincial planning will be brought together with other government planning at the provincial level at meetings comprising Provincial Governors, Provincial CDCs, DPAEs and the PPOs. Finally, these same Governors will be part of the PTAC and consequently able to monitor and contribute to finalization of the programme's AWP/Bs.

ORGANIGRAMME



APPENDIX VI

BENEFITS AND BENEFICIARIES

Component/Subcomponent	Benefits	Beneficiaries
<p>Support to Local Governance</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Community development ● Legal support ● Regeneration of rural women's livelihoods 	<p>Opportunity for reconciliation and institutional foundation for inclusive, representative, equitable and popularly accountable local governance as a basis for poverty-reducing reconstruction and development</p> <p>Cultural activities and mobile theatre</p> <p>Legal training of citizens. First steps towards restoring a sense and practice of justice at the local level contributing to physical and psychological security and hence to reconciliation, reconstruction and development</p> <p>Legal consultation by mobile team</p> <p>Legal representation service</p> <p>(a) Promotion of women in decision-making circles</p> <p>(b) HIV/AIDS IEC</p> <p>(c) Social and economic strengthening of</p> <ul style="list-style-type: none"> ● support to women's organizations with information and education campaign ● pilot off-farm income-generation support fund ● functional literacy 	<p>Total population; 10 000 directly involved as trained CDC members over the programme life</p> <p>Unknown quantity</p> <p>Potentially all, but directly up to 45 800 citizens, especially women</p> <p>Unknown quantity</p> <p>Up to 750 cases, mainly women and vulnerable persons</p> <p>Unknown quantity, all women</p> <p>Potentially all, mainly women and youth</p> <p>Unknown quantity</p> <p>Ultra-poor, landless, affected by HIV/AIDS, mainly women and orphan heads of household</p> <p>44 000 people, mostly women</p>
<p>Rehabilitation and Development of Agriculture</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Agriculture kits ● Small stock packages ● Livestock solidarity chain ● Revolving funds for agricultural inputs and veterinary materials ● Protection of the environment; national park rehabilitation ● Soil and water conservation ● Support to technical services 	<p>Reintegration into productive and sustainable agriculture of ultra-poor and food-insecure HHs</p> <p>Restocking vital to agricultural livelihoods</p> <p>Contribution to sustainability of agricultural investments</p> <p>Rehabilitation and conservation of the environment</p> <p>Rehabilitation and conservation of the environment</p> <p>Equipment and vehicles allowing agricultural technical services to operate, enhancing use of agricultural inputs provided by the programme</p>	<p>50 000 vulnerable households (250 000 people)</p> <p>Initially poor households and thereafter all those meeting husbandry materials criteria (initial inputs: 576 cattle, 26 146 sheep, 1 322 pigs)</p> <p>Park inhabitants and 50 demobilized <i>gardiens de la paix</i></p> <p>1 150 nursery operators, 54 000 households receiving soil-fixing grasses and plants, 270 000 households receiving fruit and agroforestry species and potentially whole population</p> <p>DPAEs, all population, but especially vulnerable HHs</p>
<p>Rehabilitation and Development of Rural Infrastructure</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Rehabilitation and development of potable water sources ● Swamp rehabilitation and development ● Rehabilitation of feeder roads 	<p>Up to 310 km of reticulated systems and 600 wells leading to reduced pollution, improved health, labour-saving</p> <p>Greater availability of productive land (up to 2 330 ha) for double or even triple cropping per year and hence improved food security and incomes</p> <p>Up to 325 km leading to stimulation of the rural economy by reducing the isolation of farming areas and improving access to agricultural inputs, other goods, services and markets</p>	<p>Population reached but especially women and children</p> <p>Up to 9 320 primarily vulnerable households (46 600 people)</p> <p>Populations reached by rehabilitation</p>

